

Étude des crédits 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS **GÉNÉRAUX**

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Renseignements généraux 2021-2022

Numéro	Renseignements généraux 2021-2022
1	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;k) toutes consignes sanitaires encadrant le retour de ces missions.
4	<p>Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022 ;b) les noms des firmes de publicité retenues ;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;e) le but visé par chaque dépense ;f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. <p>Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.</p>
5	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;b) le but visé par chaque dépense;c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;d) si l'événement s'est tenu virtuellement. <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none">e) les sommes dépensées pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;f) le but visé par chaque dépense;g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'évènement;h) si l'événement s'est tenu virtuellement. <p>Par un professionnel ou par une firme externe:</p> <ul style="list-style-type: none">i) les sommes dépensées pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Renseignements généraux 2021-2022

Numéro	Renseignements généraux 2021-2022
	m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement,
8	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.
9	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
11	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.
12	Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet ;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Renseignements généraux 2021-2022

Numéro	Renseignements généraux 2021-2022
	<p>b) la nature du projet ;</p> <p>c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;</p> <p>d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;</p> <p>e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;</p> <p>f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;</p> <p>g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;</p> <p>h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;</p> <p>i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;</p> <p>j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;</p> <p>k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.</p> <p>l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.</p>
13	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <p>a) la photocopie;</p> <p>b) le mobilier de bureau;</p> <p>c) l'ameublement;</p> <p>d) la décoration et l'embellissement;</p> <p>e) les distributeurs d'eau de source;</p> <p>f) le remboursement des frais de transport;</p> <p>g) le remboursement des frais d'hébergement;</p> <p>h) le remboursement des frais de repas;</p> <p>i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes;</p> <p>j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</p> <p>I. a) au Québec;</p> <p>II. b) à l'extérieur du Québec.</p>
15	<p>a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.</p> <p>b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.</p> <p>c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.</p> <p>d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation)</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Renseignements généraux 2021-2022

Numéro	Renseignements généraux 2021-2022
	<p>pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.</p> <p>e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.</p> <p>f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.</p> <p>g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.</p> <p>h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.</p> <p>i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.</p> <p>j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).</p> <p>k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.</p> <p>l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.</p> <p>m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).</p> <p>n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le niveau des</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Renseignements généraux 2021-2022

Numéro	Renseignements généraux 2021-2022
	<p>effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.</p> <p>o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre d'employés permanents et temporaires.</p> <p>p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.</p> <p>q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;</p> <p>r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;</p> <p>s) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.</p>
16	<p>a) Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.</p> <p>b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.</p> <p>c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.</p> <p>d) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>
18	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :</p> <p>a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;</p> <p>b) La valeur estimée de ceux-ci;</p> <p>c) Les coûts d'entretien annuel;</p> <p>d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</p>
19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.
20	<p>Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <p>a) la ou les dates des travaux;</p> <p>b) les coûts;</p> <p>c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</p>
21	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <p>a) les dates des travaux;</p> <p>b) les coûts;</p> <p>c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</p>
22	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Renseignements généraux 2021-2022

Numéro	Renseignements généraux 2021-2022
	<ul style="list-style-type: none"> a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>.
24	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin d'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2021-2022.
27	<p>Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.</p>
28	<p>Pour chaque ministère et organismes, liste des bureaux régionaux et l'effectif étant attaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.</p>
29	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
30	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>
31	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût de chacun; b) le fournisseur;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Renseignements généraux 2021-2022

Numéro	Renseignements généraux 2021-2022
	<p>c) la nature du service;</p> <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>
32	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>
33	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <p>a) le nom du site Web;</p> <p>b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;</p> <p>c) les coûts de construction du site;</p> <p>d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;</p> <p>e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);</p> <p>f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);</p> <p>g) la fréquence moyenne de mise à jour;</p> <p>h) le responsable du contenu sur le site;</p> <p>i) les noms de domaines réservés;</p> <p>j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.</p>
34	<p>Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:</p> <p>a) la liste;</p> <p>b) le nom de la personne;</p> <p>c) les mandats de chacune de ces personnes;</p> <p>d) les contrats octroyés pour chaque mandat;</p> <p>e) le résultat du travail effectué;</p> <p>f) les échéances prévues;</p> <p>g) les sommes impliquées.</p>
35	<p>Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :</p> <p>a) les régions et les villes visitées;</p> <p>b) les personnes rencontrées;</p> <p>c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;</p> <p>d) les raisons du déplacement;</p> <p>e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</p> <p>f) les coûts ventilés;</p> <p>g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.</p>
36	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021:</p> <p>a) le détail des mandats;</p> <p>b) le coût (déplacements, etc.);</p> <p>c) le nombre de ressources affectées;</p> <p>d) le nombre de rencontres;</p> <p>e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;</p> <p>f) l'objet;</p> <p>g) les dates.</p>
42	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Renseignements généraux 2021-2022

Numéro	Renseignements généraux 2021-2022
	programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
43	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
44	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
45	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.
47	Pour 2020-2021, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
59	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
63	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant: a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
66	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les questions posées ; d) Les réponses ; e) La firme retenue ; f) Les coûts.
67	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
71	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Renseignements généraux 2021-2022

Numéro	Renseignements généraux 2021-2022
80	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.
81	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.
108	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)
109	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.
110	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats ; b) Nom du fournisseur ; c) Montant déboursé.
111	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
113	Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE); c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
114	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;
115	Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir : a) Le total des sommes dépensées; b) Le nom des fournisseurs retenus; c) La liste des contrats.
117	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.
120	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.
122	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Renseignements généraux 2021-2022

Numéro	Renseignements généraux 2021-2022
	d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
124	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
127	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
128	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2020 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021.
 3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.
 6. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme ou donnée par un professionnel ou une firme externe.
 7. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.
 14. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie.
 17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021.
 23. Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.
-

Questions dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

25. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
26. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.
37. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
39. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.
41. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.
46. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
49. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
50. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
60. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)
61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

105. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :
 - a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
 - b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;
 - c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
 106. Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.
 107. Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.
 112. Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
-

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

62. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021.
64. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme
65. Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer: la date, la nature et les participants.
69. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.
101. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.
102. Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).
103. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.
104. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.
116. Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.
118. Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19.
119. Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.
125. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires.
129. Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région.
131. Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Question dont la réponse se retrouve sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

10. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021:
 - a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
-

Questions dont les réponses seront présentées au Rapport annuel 2020-2021 du Ministère.

40. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.
 83. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.
 123. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2020-2021:
 - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus;
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.
 126. Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives.
-

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme.

38. La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi. (**Secrétariat du Québec aux relations canadiennes**)
48. Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. (**Ministère du Conseil exécutif**)
51. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022. (**Société du Plan Nord**)
52. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022. (**Société du Plan Nord**)
53. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022. (**Ministère des Transports**)
54. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022. (**Ministère des Transports**)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. **(Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)**
56. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles. **(Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles)**
57. Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord. **(Société du Plan Nord)**
58. Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services. **(Ministère de la Justice)**
68. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021. **(Secrétariat à la jeunesse)**
70. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021. **(Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration)**
72. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021. **(Ministère de la culture et des Communications)**
73. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées **(Secrétariat aux affaires autochtones)**.
74. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) **(Secrétariat aux affaires autochtones)**.
75. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux » **(Secrétariat aux affaires autochtones)**..
76. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter » **(Ministère de la Santé et des Services sociaux)**.
77. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé **(Ministère de la Santé et des Services sociaux)**.
78. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons » **(Secrétariat à la condition féminine)**.
79. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec » **(Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration)**.
82. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges » **(Ministère de la Santé et des Services sociaux)**.
84. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025. **(Ministère de l'Économie et de l'Innovation)**.
85. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030 **(Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation du Québec)**.
86. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025 **(Ministère de l'Économie et de l'Innovation)**.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

87. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023 (**Ministère de l'Économie et de l'Innovation**).
 88. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022 (**Ministère de l'Économie et de l'Innovation**).
 89. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022 (**Ministère de l'Économie et de l'Innovation**).
 90. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027 (**Ministère de l'Économie et de l'Innovation**).
 91. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026 (**Ministère de l'Économie et de l'Innovation**).
 92. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021 (**Ministère de l'Économie et de l'Innovation**).
 93. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030. (**Ministère des transports du Québec**).
 94. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025 (**Ministère de l'Économie et de l'Innovation**).
 95. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023 (**Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs**).
 96. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020 (**Ministère des Relations internationales et de la Francophonie**).
 97. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030 (**Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques**).
 98. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 (**Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques**).
 99. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030 (**Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques**).
 100. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec (**Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles**).
 121. Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique (**Ministère de la Santé et des Services sociaux**)
 130. Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020. (**Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques**).
 132. Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. (**Secrétariat à la condition féminine**).
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-01

Titre :

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, des députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Exposé et statistiques :

En raison de la pandémie de la COVID-19, aucun déplacement à l'extérieur du Québec n'a été effectué entre le 1^{er} avril 2020 et le 31 mars 2021.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18) <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>.

SOURCE : Direction des relations intergouvernementales et des mandats spéciaux
Secteur de la solidarité sociale et de l'assurance parentale

VALIDATION : SOF-DCCR-DGRFC

DATE : 3 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

Titre :

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;
- e) le but visé par chaque dépense ;
- f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Exposé et statistiques :

Mode d'octroi des contrats : en vertu du Cadre de gestion de la publicité, la commandite et les salons et expositions, le Ministère doit recourir aux services du secteur du placement médias du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) (service obligatoire) au chapitre de la négociation des tarifs et des achats médias.

Dépenses de publicité effectuées sur Internet et les médias sociaux du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Campagne de promotion et de valorisation des métiers et professions d'avenir

But visé par la dépense : Le MTESS, en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Commission de la construction du Québec, a mené une campagne consacrée à la promotion des emplois qui sont jugés prioritaires et essentiels pour assurer le rétablissement de l'économie, et qui seront les plus en demande au cours des trois prochaines années. La campagne a mis l'accent sur les métiers rattachés à trois secteurs d'activité où les besoins sont les plus criants, soit les technologies de l'information, la construction, ainsi que la santé et les services sociaux. Les publicités sur le Web visaient à diriger les internautes sur le site Québec.ca/emploisdavenir où se trouve l'information relative aux métiers de ces secteurs d'activité.

Fournisseur : Cossette par l'entremise du CAG

Détails : YouTube, Facebook, Instagram, LinkedIn, SnapChat, TikTok, campagne Google de mots-clés, bannières sur le Web

Somme dépensée en publicité sur Internet et les médias sociaux: 110 997,07 \$

Jettravaille!

But visé par la dépense : Le service Web Jettravaille! vise à favoriser un jumelage rapide entre les chercheurs d'emploi et les employeurs ayant des besoins urgents de main-d'œuvre dans toutes les régions du Québec, en raison de la crise sanitaire de la COVID-19. Il est complémentaire avec le Placement en ligne (PEL). Pour faciliter l'atteinte d'un volume suffisant d'utilisateurs sur la plateforme, une campagne de promotion était de mise.

Fournisseur : Cossette par l'entremise du CAG

Détails : Placement sur les médias ou plateformes suivants : bannière sur le Web, Facebook, LinkedIn, Google Adwords,

Somme dépensée en publicité sur Internet et les médias sociaux: 91 630,06 \$

Ping! – mesure 17 du PAGIEPS

But visé par la dépense : Dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023, le MTESS s'est engagé à améliorer les compétences numériques des personnes en situation de pauvreté (mesure 17). Ainsi, un contrat de service a été conclu avec Communautique, un organisme dont la mission est de démocratiser l'utilisation des technologies numériques par la réalisation de formations qui sont offertes en collaboration avec des organismes communautaires locaux. Des actions de communications ont été réalisées pour faire connaître les formations à la population, particulièrement les prestataires de l'assistance sociale.

Détails : Facebook

Fournisseur : Cossette par l'entremise du CAG

Somme dépensée en publicité sur Internet et les médias sociaux: 4 817,40 \$

Semaine de la solidarité

But visé par la dépense : La Semaine de la solidarité, organisée autour de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, est une initiative du gouvernement du Québec. Initialement mise en place dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015, le gouvernement s'est engagé à poursuivre ces activités dans le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023.

Cette semaine vise à sensibiliser la population aux difficultés vécues par les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, à lutter contre les préjugés dont elles sont parfois victimes et à mettre en lumière leur potentiel. Elle représente ainsi une bonne occasion pour le gouvernement d'encourager et de promouvoir les initiatives visant à faire du Québec une société plus inclusive, solidaire et marquée par la justice sociale.

Fournisseur : Cossette par l'entremise du CAG

Détails : Bannières Web, YouTube

Somme dépensée en publicité sur Internet et les médias sociaux en 2020-2021 : 31 622,40 \$

Prix Hommage bénévolat-Québec

But visé par la dépense : Le gouvernement du Québec a adopté la Stratégie gouvernementale en action bénévole 2016-2022. Sur le thème « L'action bénévole : un geste libre et engagé », la Stratégie repose sur deux grandes orientations, soit la consolidation et la reconnaissance de l'action bénévole au Québec. Les prix Hommage bénévolat-Québec répondent à l'une des mesures déterminées dans la Stratégie visant à soutenir et reconnaître l'action bénévole par la remise d'une quarantaine de prix remis annuellement à des bénévoles et à des organismes. Afin de stimuler l'inscription d'un plus grand nombre et d'honorer les lauréats, le MTESS effectue de la publicité pour marquer les deux temps forts des prix, soit la période de mise en candidature et le dévoilement des lauréates et lauréats.

Fournisseur : Cossette par l'entremise du CAG

Détails : Facebook

Somme dépensée en publicité sur Internet et les médias sociaux: 1 976,25 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOURCE : Direction générale des communications
DATE : 29 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-05

Titre :

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

- i) les sommes dépensées pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Exposé et statistiques :

Des événements de presse pour un coût total de **58 745,63 \$** ont été organisés pour faire connaître les actions majeures réalisées par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale au 28 février 2021.

Événement	But visé	Fournisseur
Dépenses liées aux frais logistiques		
Annonce de la réouverture des chantiers de construction (COVID-19)	Annonce publique	Service d'un photographe : Daniel Jalbert photographe enr.
Annonce pour le nouveau service Web Jetravail! (COVID-19)	Annonce publique	Logistique : CSPQ (Expert'ease)
Annonce pour soutenir l'intégration des jeunes au marché du travail, Jeunes en mouvement vers l'emploi (JME)	Annonce publique	Service d'un photographe : Thierry Du Bois de Bounam Ryckholt
		Logistique : CSPQ (Duoson)
Annonce pour la formation des chefs-cuisiniers	Annonce publique	Service d'un caméraman : Jean-François Gravel
		Logistique : CSPQ

Annnonce chez Premier Tech	Annnonce publique	Logistique : CSPQ
Annnonce pour le Projet 42 Québec	Annnonce publique	Logistique : CSPQ
Annnonce pour le programme stage, travail-étude en boucherie	Annnonce publique	Logistique : CSPQ
Annnonce chez Alliance magnésium	Annnonce publique	Logistique : CSPQ (Duoson)
Annnonce Réso-vélos(JME)	Annnonce publique	Service d'un photographe : Jonathan Julien
		Logistique : CSPQ (Duoson)
Annnonce chez Slalom	Annnonce publique	Logistique : CSPQ (Duoson)
Annnonce pour les organismes de promotion des droits	Annnonce publique	Service d'un photographe : Jonathan Julien :
		Logistique : CSPQ
Annnonce Alliance Centre-du-Québec	Annnonce publique	Service d'un photographe : Jonathan Julien
		Logistique : CSPQ
Annnonce Roseph (JME)	Annnonce publique	Service d'un photographe : Jonathan Julien
		Logistique : CSPQ (Duoson)
Annnonce La Bivoie (JME)	Annnonce publique	Logistique : CSPQ
		Service d'un photographe : Jeannot Lévesque photographe inc.
Annnonce Alliance Saguenay	Annnonce publique	Logistique : CSPQ
		Service d'un photographe : Jeannot Lévesque photographe inc.
Annnonce Emploi 02	Annnonce publique	Service d'un photographe : Jeannot Lévesque photographe inc.
		Logistique : CSPQ (Expert'ease)
Annnonce chez Bridgestone	Annnonce publique	Service d'un photographe : Jonathan Julien
		Logistique : CSPQ
Annnonce pour les métiers d'art	Annnonce publique	Service d'un photographe : Jonathan Julien
Annnonce Alliance Laurentides	Annnonce publique	Logistique : CSPQ
Annonces La route du boulot (JME) – PACME tourisme Îles-de-la-Madeleine	Annnonce publique	Logistique : L'Île imaginaire
		Frais de salle : Auberge Madeli
Annnonce chez Déclic	Annnonce publique	Logistique : Fonds des biens et des services (MTESS)
Forum sur la requalification de la main-d'œuvre	Forum	Rédaction : Valérie Lesage
Rencontre avec des partenaires – ressources externes (COVID-19)	Annnonce publique	Service de Webdiffusion : PQM.net
Annnonce pour les CPE	Annnonce	Logistique : Fonds des biens et services

(Frais annulation)	publique	(MTESS)
Dépenses liées à des produits de communication		
Réouverture des chantiers de la construction (COVID-19)	Annonce publique	Impression d'un tréteau : Groupe ETR
		Impression d'autocollants : Groupe ETR
Annonce pour le nouveau service Web Jetravail! (COVID-19)	Annonce publique	Groupe ETR
Général	Annonce publique	Impression d'un panneau lutrin Québec Canada : Production JG
Général	Annonce publique	Impression d'une affiche lutrin pour l'annonce du PARAF à Québec « Tout le Québec s'investit » : Imprimerie Nicober
Général	Annonce publique	Impression d'une affiche lutrin pour l'annonce du PARAF à Montréal « Tout le Québec s'investit » : Production JG

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : SEQ et SCPMT
VALIDATION : DGRFC
DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-08

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel entre 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Exposé et statistiques :

Les informations sur les contrats entre 5 000 \$ et 24 999 \$ figurent à l'annexe 1.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : DGRFC-SGC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2020 au 28 février 2021

Contrats octroyés			
#	Fournisseur	Montant contrat	Description
1	11309692 Canada inc.	24 000.00 \$	Contrat de services professionnels - Mesure d'indicateurs - 20-21
2	4423569 Canada inc.	20 494.04 \$	Désinfection supplémentaire dans le contexte de la COVID-19
3	9165-8021 Québec inc.	8 184.00 \$	Cueillette du courrier
4	A.D.I. Art design international inc.	5 544.80 \$	Approvisionnement de quinze chaises de format standard et une de petit format
5	Abboud, Samir	6 000.00 \$	Transcription d'avis médicaux
6	Accès communications	6 033.60 \$	Wi-Fi pour radio-émetteur
7	Alain Jodoin M.D. inc.	15 000.00 \$	Transcription d'avis médicaux pour le Bureau d'évaluation médicale (BEM)
8	Alain Jodoin M.D. inc.	9 840.00 \$	Relecture d'avis médicaux des membres du BEM pour évaluation de la qualité
9	Alliance des centres-conseils en emploi	24 500.00 \$	Renouvellement entente pour favoriser, développer et consolider la concertation et la participation des partenaires du marché du travail autour des enjeux, activités et projets de la Commission des partenaires du marché du travail
10	AlSCO	23 316.25 \$	Service de ramassage et d'entretien de jaquettes et de blouses de protection
11	André Léveillé chirurgien plasticien inc.	15 498.00 \$	Service de rédaction - Comité Programme d'évaluation des avis médicaux
12	Anglocom inc.	9 500.00 \$	Service de traduction du français vers l'anglais
13	Art graphique Québec inc.	18 442.00 \$	Impression de différents formulaires
14	Artopex inc.	9 138.36 \$	Ameublement de salle d'expérimentation - Programme AMT
15	Athanassiou, Athanase	6 000.00 \$	Service de traduction du français vers le grec
16	Audet, Cendrine	6 500.00 \$	Révision linguistique de différents documents
17	Auer, Brunc	9 500.00 \$	Service de traduction en langues étrangères - Allemand et italien
18	Bédard, Maxime	21 250.00 \$	Service de conception et de design spécialisé
19	Bergeron, Michel	15 000.00 \$	Enquêteur en lien avec le respect du code du travail
20	Beyond 20/20	6 500.00 \$	Renouvellement licence Beyond 20/20 Permettre au réseau du MTESS, dispersés à travers le Québec, l'utilisation des bases de données
21	Bordage, Gilles (traducteur)	6 500.00 \$	Révision linguistique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2020 au 28 février 2021

Contrats octroyés			
#	Fournisseur	Montant contrat	Description
22	Boutiques Métiers d'art du Québec	11 144,00 \$	Statuettes, épinglettes et plaques burinées pour la 23 ^e édition du prix HBQ 2020
23	Breen, Donald	24 000,00 \$	Service de traduction du français vers l'anglais
24	Cargair ltée	7 042,54 \$	Services aviation
25	Centre de services Lift-Pro	6 078,00 \$	Réparation du chariot élévateur du 660 Godin, Québec
26	Centre d'ordinateurs S.T.O. inc.	8 378,80 \$	Acquisition de matériel informatique pour des webdiffusions (portables et frais connexes)
27	Chevrette, Diane	7 500,00 \$	Transcriptions d'avis médicaux
28	Chevrette, Lise	7 500,00 \$	Transcriptions d'avis médicaux
29	Cholette, Daniel	15 000,00 \$	Enquêteur dans le cadre de demandes en vertu des dispositions anti-briseurs de grève
30	Citron Hygiène LP	8 500,00 \$	Achat de trousses de premiers soins
31	Clarivate analytics Us Llc	14 708,18 \$	Renouvellement de la base de données Web of Science - Current Content Connect
32	CNW Group Ltd.	9 749,84 \$	Licence Eureka
33	Collectes Coderr	13 603,20 \$	Récupération et destruction de papiers confidentiels
34	Conference Board of Canada	19 215,00 \$	Abonnement aux publications du Conférence Board du Canada
35	Conference Board of Canada	7 310,00 \$	Abonnement aux publications du Conférence Board du Canada
36	DBC Télécom	9 000,00 \$	Service de déplacement et de raccordement d'équipements informatiques de bureau
37	De Cruz, Natasha	9 500,00 \$	Service de traduction du français vers l'anglais
38	Deschamps Impression inc.	21 980,00 \$	Impression et assemblage - La ronde de sécurité - Français et anglais
39	Documens	24 000,00 \$	Service de traduction du français vers l'anglais
40	Documens Traduction inc.	24 000,00 \$	Service de traduction en langues étrangères (népalais, albanais, indonésien, tagal, cambodgien, coréen, suédois, finlandais, hongrois et briman)
41	Duchesne, Robert	10 332,00 \$	Service de rédaction - Comité Programme d'évaluation des avis médicaux
42	Drouin, Sylvie (avocate)	20 000,00 \$	Enquête dans le cadre d'un dossier en relation de travail
43	Eau pure	10 008,00 \$	Entretien des refroidisseurs d'eau et des pièces
44	EBSCO Canada ltée	8 724,47 \$	Renouvellement d'abonnement aux bases de données Political Science Complete et Public Affairs Index
45	EBSCO Canada ltée	9 983,04 \$	Renouvellement de la base de données CAB Abstracts
46	Éducaloi	24 625,00 \$	Accompagnement sous forme d'ateliers les équipes du Ministère pour améliorer la qualité des communications avec la clientèle
47	Elgue, Maria Eugenia	7 625,38 \$	Service de traduction vers l'espagnol
48	Equifax Canada Co.	15 000,00 \$	Surveillance des renseignements se rapportant au crédit et à l'identité des personnes touchées par l'hameçonnage
49	Ergoweb Canada inc.	13 040,00 \$	Prendre en charge le test utilisateur en présentiel pour le service en ligne du RQAP
50	Fallaha, Michel (médecin)	9 840,00 \$	Comité des évaluations des avis
51	Fanny Provençal	7 000,00 \$	Révision linguistique de différents documents relatifs à la COVID-19
52	Fédération des centres d'action bénévole du Québec	12 693,24 \$	Rehaussement de sécurité pour le site Jebenevole.ca
53	Fédération des chambres de commerce de la province de Québec	10 000,00 \$	Concertation des associations patronales
54	Formation Qualitemps inc.	6 050,00 \$	Étude sur le télétravail IDQ
55	FrancoLyp-Postalia Canada inc.	11 620,20 \$	Location d'un système d'affranchissement
56	Garceau Peinture (Garceau, Stephan)	17 660,00 \$	Service de peinture dans le cadre du projet Châteauguay
57	Gestion Licorne inc.	7 290,00 \$	Impression de formulaires Déclaration de naissance
58	Gestion Licorne inc.	11 875,00 \$	Impression de formulaires Déclaration de naissance
59	Gravel, Jean-François	21 600,00 \$	Projets photos
60	Groupe de sécurité Garda SENC	18 585,57 \$	Service de sécurité et de surveillance du Centre local d'emploi d'Amos
61	Groupe de sécurité Garda SENC	17 062,50 \$	Service de sécurité et de surveillance du bureau de Services Québec de La Baie
62	Groupe de sécurité Garda SENC	15 453,55 \$	Service de sécurité et de surveillance du Centre local d'emploi d'Amos

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2020 au 28 février 2021

Contrats octroyés			
#	Fournisseur	Montant contrat	Description
63	Groupe de sécurité Garda SENC	24 161,00 \$	Service de sécurité et de surveillance du bureau de Services Québec de La Baie
64	Groupe LEVIA inc.	10 000,00 \$	GLOBAL-WATCH - Plateforme de veille, d'outils et de bonnes pratiques en matière de santé, de qualité de vie et de performance au travail
65	Hachour net inc.	18 375,00 \$	Services de nettoyage
66	Henry's Enterprises inc.	22 375,56 \$	Acquisition d'une caméra et d'appareils connexes (lentille, carte mémoire, microphone, batterie, perche et support) pour les tournages
67	Humanis Centre de formation continue	15 000,00 \$	Formation OneNote pour le personnel
68	Immigrant Québec	5 000,00 \$	Location de deux espaces virtuels pour le Salon de l'immigration et de l'intégration au Québec
69	Imprimerie Nicober inc.	5 195,00 \$	Impression d'enveloppes fenêtre avec port payé
70	Imprimerie sociale (1994) inc.	5 748,00 \$	Impression couleur guide - Que faire lors d'un décès
71	Imprimerie sociale (1994) inc.	14 937,00 \$	Impression du dépliant Nouveaux montants des prestations en vigueur le 1 ^{er} janvier 2021
72	Imprimeries Transcontinental inc.	12 136,00 \$	Impression des formulaires de demandes de certificat et copie d'acte
73	Jacques Demers M.D. inc.	15 498,00 \$	Service de rédaction - Comité Programme d'évaluation des avis médicaux (PÉA)
74	Juneau, Isabelle	15 950,00 \$	Service de narration
75	Lavin, Leopoldo	8 300,00 \$	Services de traduction - espagnol
76	Lawson, Kathryn	5 200,00 \$	Service de traduction de l'anglais vers le français
77	Lee-Gosselin et associés limitée	12 000,00 \$	Mandat d'accompagnement en gouvernance de la Commission des partenaires du marché du travail
78	Lemieux, Réal (médecin)	10 332,00 \$	Comité d'évaluation des avis
79	Les Entreprises Svoboda M. V. inc.	5 952,00 \$	Renouvellement de l'abonnement à la publication électronique de l'indicateur des projets au Québec
80	Lorenzato, Mana Cristina	5 000,00 \$	Service de traduction - Portugais
81	M.O.M. Entretien de bureau Montréal inc.	21 000,00 \$	Service d'entretien et de désinfection des surfaces de contact dans les salles d'examen
82	Marquis Imprimeur inc.	8 347,50 \$	Impression et assemblage Sécurité des enfants 5 ^e édition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2020 au 28 février 2021

Contrats octroyés			
#	Fournisseur	Montant contrat	Description
83	Miyagi inc.	12 100,00 \$	Révision du guide du compagnon et le carnet de l'apprenti avec une approche pédagogique dans le but d'augmenter la facilité de compréhension et le repérage pour la clientèle visée
84	Mon Avenir TI	5 000,00 \$	Adhésion annuelle
85	Mouvement québécois de la qualité	7 790,00 \$	Inscription formation Lean ceinture noire
86	Piché, Yolande (002)	5 000,00 \$	Service d'insertion de documents sur demande - Normes et ouvrages routiers
87	Poiré, Mane-Josée	21 000,00 \$	Transcription avis médicaux
88	Potvin-Goulet, Simon	11 900,00 \$	Fournir un service de conception et de design spécialisé pour la réalisation de divers produits vidéo de type de motion design, selon les besoins du secteur de l'audiovisuel
89	Precisa Communication (Larose, Stéphane)	6 150,00 \$	Rédaction du rapport annuel de gestion 2019-2020 de la CPMT
90	Productions CINA inc., Les	21 250,00 \$	Service de production vidéo sur demande
91	Rancourt, David	6 500,00 \$	Révision linguistique
92	Raymond Chabot inc.	23 500,00 \$	Liquidation des biens du Comité paritaire des coiffeurs de l'Outaouais
93	Recyclage Vanier	5 280,00 \$	Traitement et destruction de documents confidentiels
94	Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	24 500,00 \$	Renouvellement de l'entente RCJEO
95	Schulman, Gwendolyn	9 500,00 \$	Service de traduction français vers l'anglais
96	Services administratifs MP enr.	7 500,00 \$	Transcription d'avis médicaux
97	Services Assessmed, Les	20 000,00 \$	Expertise médicale spécialisée
98	Solotech inc.	5 814,85 \$	Acquisition de matériel informatique pour des webdiffusions (Enregistreur vidéo et support)
99	SPMS inc.	20 355,86 \$	Service de sécurité et de surveillance de Services Québec de la région de Laval
100	Tab Products of Canada	11 920,53 \$	Chemises carton - impression personnalisée pour le suivi des dossiers du BEM
101	Tardif, François (François Tardif, services linguistiques)	8 300,00 \$	Service de traduction vers l'espagnol
102	Tardif, Kate	5 000,00 \$	Transcription avis médicaux
103	Technologia Formation	10 350,00 \$	La formation a pour objectif de créer des solutions Web dynamiques grâce aux technologies ASP.net.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2020 au 28 février 2021

Contrats octroyés			
#	Fournisseur	Montant contrat	Description
104	TradAction International	24 000,00 \$	Service de traduction en langues étrangères (bulgare, coréen, créole, cingalais, thai, tchèque, polonais et vietnamien)
105	TradAction International	24 000,00 \$	Service de traduction français vers l'anglais
106	Traduction Rassem inc.	7 000,00 \$	Service de traduction vers l'arabe
107	Traductions Cheryl Leyten	24 000,00 \$	Service de traduction français vers l'anglais
108	Traductions Waterhouse inc., Les	24 000,00 \$	Service de traduction français vers l'anglais
109	UpToDate	7 033,00 \$	Service informatique référence banque de données médicales
110	UpToDate	7 033,00 \$	Accès au BEM de services Web référence banque de données médicales informatique - Abonnement
111	Wilmot, Rod	9 500,00 \$	Service de traduction français vers l'anglais
112	Yapla inc.	24 000,00 \$	Contrat de service informatique
113	F. Hamelin & associés ltée	5 040,00 \$	Arbitrage en vertu du Code du travail
114	Cartovista inc.	6 645,00 \$	Service informatique & Entretien et support de matériel informatique/Service informatique
115	Jean-Pierre Gosselin	12 200,00 \$	Enquête en vertu du Code du travail
116	GESTION CROMWELL INC.	18 000,00 \$	Remplacement tuyauterie
117	Groupe Perspective (Québec) inc.	20 300,00 \$	Service de remplacement d'une réceptionniste
Total		1 501 987,66 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09

Titre :

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Exposé et statistiques :

Vous trouverez l'information présentée en annexe.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), c), d) et e) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

SOURCE : DGRFC-SGC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09 - ANNEXE 1 - Liste des appels d'offres publics

1^{er} avril 2020 au 28 février 2021

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
1	Alithya Services-conseils inc.	757 020 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Sia Partenaires inc. (Sia Partners inc.) : 863 940 \$ Les services conseils Systématix inc. : 868 560 \$ SIRIUS, Services Conseils : 956 340 \$ ASTEK Canada Inc. : 988 680 \$ R3D Conseil Inc. : 1 097 712 \$
2	Levio Conseils inc.	3 273 405 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Société Conseil Groupe LGS : 3 795 252 \$ (2 ^e rang) Il s'agit d'un appel d'offres dont le contrat a été octroyé à plusieurs prestataires de services. Le Ministère fait appel aux prestataires de services retenus par le biais de demandes d'exécution en respectant le rang des prestataires de services retenus.
3	M3P Services-Conseils	1 848 757 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	In Fidem inc. : 1 902 252 \$
4	MOMEMENTUM TECHNOLOGIES INC.	1 162 388 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Société Conseil Groupe LGS : 1 978 595 \$ (2 ^e rang) Il s'agit d'un appel d'offres dont le contrat a été octroyé à plusieurs prestataires de services. Le Ministère fait appel aux prestataires de services retenus par le biais de demandes d'exécution en respectant le rang des prestataires de services retenus.
5	Neptune Security Services Inc	130 977 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Services Sécur Inc : 161 053 \$ CHARCO Industries inc. : 187 249 \$

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
6	TRANSITION, Services Conseils inc.	768 825 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	<p>SIRIUS, Services Conseils : 777 804 (2^e rang) Levio Conseil inc. : 858 060 \$ Les Services conseil Abna inc. : 908 886 \$ Muba Solutions Inc. : 909 900 \$ Alithya Services-conseils inc. : 920 640 \$ ASTEK Canada inc. : 937 710 \$ R3D Conseil inc. : 973 125 \$ M3P Services-Conseils : 975 918 \$ SERTI placement TI inc. : 998 955 \$ Les services conceils Systématix inc. : 1 017 225 \$ CGI Inc. : 1 169 646 \$</p> <p>Il s'agit d'un appel d'offres dont le contrat a été octroyé à plusieurs prestataires de services. Le Ministère fait appel aux prestataires de services retenus par le biais de demandes d'exécution en respectant le rang des prestataires de services retenus.</p>
7	SOM Inc.	102 000 \$	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	<p>IdéesFX</p> <p>Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres avec évaluation de la qualité, les prix soumis par les autres soumissionnaires sont confidentiels.</p>
8	SPMS Inc - Société Générale de Surveillance et d'investigation	39 234 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	<p>Neptune Security Services Inc : 43 558 \$ ARCA SOLUTIONS LOGISTIQUES INC : 53 775 \$ Services Sécur Inc : 53 775 \$ Kono Sécurité : 57 002 \$ Gardium Sécurité : 57 969 \$ CHARCO Industries inc. : 62 271 \$ Groupe de sécurité Garda SENC : 70 875 \$</p>
9	Universus Technologies	928 654 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	<p>Centre Transmed Center Inc. : 1 137 600 \$ Archi-Medic inc : 1 222 002 \$</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.

Exposé et statistiques :

La liste des projets de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques en cours pour l'exercice financier 2020-2021 est présentée en annexe.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

SOURCE : DBP
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION : DGRFC
DATE : 12 mars 2021

Étude des crédits 2021-2022
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

ANNEXE 01 - FICHE RG11

Nom du projet	Nature du projet	Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet (k\$)	Sommes totales engagées à ce jour (k\$) (Note 1)	% de réalisation à ce jour	Évaluation - Logiciel libre (Note 2)	Pénalités appliquées aux sous-traitants (Note 3)	Développement informatique en infonuagique (Note 4)
Adaptation des pratiques de sécurité	Afin de minimiser l'exposition du ministère du Travail de l'Emploi et de la Solidarité sociale aux risques de fraude ou d'accès inappropriés, le projet vise à ajouter des services et à adapter les pratiques en sécurité, tels que la surveillance des événements susceptibles d'exploiter des vulnérabilités, la gestion de la conformité avec le modèle universel de sécurité de l'information (ISO 27001) et les standards de l'industrie (NIST), la reprise informatique ainsi que la prise en compte de la sécurité des solutions d'affaires dès leur conception.	989,0	83,2	15,6%	s.o.	s.o.	Non
Système de gestion des plaintes	Le projet vise à remplacer le système « Suivi des renseignements et plaintes ». Ce changement permettra de contrer la désuétude technologique du système actuel et de prendre en compte les besoins d'affaires grandissants.	565,4	132,5	37,3%	Oui	s.o.	Non
Gestion des interactions avec la clientèle aux comptoirs	L'offre de services actuelle ainsi que l'arrivée de nouveaux partenariats nécessitent la mise en place de moyens permettant de gérer l'achalandage et les files d'attente afin d'offrir une meilleure expérience à la clientèle. Le projet vise à mettre en place un outil qui permettra de concrétiser la volonté gouvernementale de faire de Services Québec la porte d'entrée des services gouvernementaux et, ainsi, de simplifier l'accès aux services publics pour les citoyens et les entreprises.	4 811,4	563,1	23,6%	s.o.	s.o.	Non
Espace client et services en ligne	Le projet vise à faire évoluer la prestation de services du Ministère vers un mode de prestation électronique qui répond aux attentes et aux besoins des clientèles. Il a également pour objectif d'offrir une formule de libre service à un meilleur coût, tout en respectant le libre choix des clientèles. À cet effet, le Ministère souhaite mettre en place les assises d'un portail ministériel de services en ligne pour faciliter l'accès aux services de l'emploi et de l'assistance sociale. Le dossier numérique client s'inscrit dans les orientations gouvernementales visant à privilégier l'approche numérique dans les communications et les interactions du gouvernement du Québec avec les citoyennes et les citoyens.	4 872,4	4 114,6	93,5%	Oui	s. o.	Non
Modernisation des systèmes de la plateforme centrale - phase 1 - Implantation d'une plateforme d'intégration	Le Ministère doit composer avec une complexité grandissante, des dispositifs se diversifiant et des technologies de l'information toujours en progression. De pair avec ce contexte en changement, le nombre de liaisons informatiques à gérer entre les systèmes et services qu'ils soient internes, externes ou sur le nuage est en croissance. Par ce projet, le Ministère vise à faciliter le branchement des systèmes entre eux en réduisant notamment les efforts liés travaux d'interconnexion lors de modifications ou d'ajouts de nouvelles solutions.	4 587,2	609,9	26,1%	Oui	s. o.	Oui
Coût de revient et administration des budgets efficients	Le projet vise à mettre en place une solution spécialisée pour la gestion des budgets d'administration et du calcul du coût de revient des services du ministère afin d'améliorer l'efficacité de sa gestion financière.	3 398,9	1 548,2	83,6%	Oui	s. o.	Oui

Étude des crédits 2021-2022
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

ANNEXE 01 - FICHE RG11

Nom du projet	Nature du projet	Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet (k\$)	Sommes totales engagées à ce jour (k\$) (Note 1)	% de réalisation à ce jour	Évaluation - Logiciel libre (Note 2)	Pénalités appliquées aux sous-traitants (Note 3)	Développement informatique en infonuagique (Note 4)
Gestion partagée de la prestation de services	Le projet vise la mise en œuvre d'une gestion partagée de la prestation de services de l'aide financière de dernier recours, à l'ensemble des agents sur le territoire du Québec selon leur compétence et en leur donnant un accès électronique aux documents entrants et à ceux qui constituent un dossier. Le projet permettra la mise en place de de fondements nécessaires pour assurer une prestation de services numériques véritable.	45 460,0	6 948,8	26,4%	Oui	s. o.	Non
Modernisation des systèmes de la plateforme centrale - Projet Relevés d'impôt – systèmes de mission	Le projet consiste à réaliser, dans le cadre des travaux de la stratégie de modernisation des systèmes de la plateforme centrale, une migration du système de gestion des relevés d'impôt vers la plateforme intermédiaire.	892,9	564,8	70,1%	s.o.	s.o.	Non
Gestion des correspondances avec la clientèle (Projet suspendu)	Le Ministère transmet chaque année plusieurs millions de documents officiels. La majeure partie de ces documents sont produits par les systèmes soutenant les processus de travail desquels les documents sont issus. La nouvelle solution vise à soutenir les communications électroniques avec la clientèle et constitue une contribution substantielle à la modernisation des services offerts par le Ministère.	3 809,5	690,9	25,1%	Oui	s. o.	Oui
Registre des arrangements préalables de services funéraires et de sépulture	Le projet vise à mettre en place le registre prévu à la Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture. L'Office de la protection du consommateur a confié au MTESS les activités de planification, de développement, d'entretien et de support en plus de la gestion opérationnelle du registre.	2 210,0	1 771,3	100,0%	s.o.	s.o.	Non

Note 1 : Les sommes totales engagées à ce jour correspondent aux coûts réels recensés au 28 février 2021.

Note 2 : S. O. signifie que l'évaluation d'un logiciel libre ne s'applique pas étant donné que le projet vise principalement à modifier ou à améliorer les applications ou les technologies déjà en place.

Note 3 : S. O. signifie qu'aucune pénalité n'a été appliquée dans le cadre de ce projet.

Note 4 : L'acquisition de solution en infonuagique est considérée comme un développement informatique en infonuagique aux fins de cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du Ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Exposé et statistiques :

Veillez vous référer à la réponse de la question 11.

SOURCE : DBP
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION : DGRFC
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Titre :

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques :

Pour le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, les dépenses sont les suivantes :

Photocopie :	<u>1 455 \$</u>
Mobilier de bureau et ameublement :	<u>0 \$</u>
Décoration et embellissement :	<u>0 \$</u>
Distributeur d'eau de source :	<u>0 \$</u>
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	<u>112 119 \$</u>
Frais d'alcool et de fêtes :	<u>0 \$</u>
Perfectionnement :	<u>10 289 \$</u>

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022:

- a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus et de 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

a-b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus et de 35 ans et moins

Les données présentées sont celles de l'année 2020-2021. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 24 février 2021**, soit **5 116** employés réguliers au Ministère, excluant :

- le personnel du Conseil de gestion de l'assurance parentale;
- le personnel non assujéti à la Loi sur la fonction publique, à l'exception des membres de la haute direction;
- le personnel de la Ville de Montréal. Les données concernant l'effectif de la Ville de Montréal se retrouvent dans une fiche spécifique (RG15a - Ville de Montréal).

La catégorie d'emplois « personnel d'encadrement » inclut la haute direction ainsi que les cadres et la catégorie d'emplois « fonctionnaires » inclut les techniciens, les employés de soutien et les ouvriers.

Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge
(données au 24 février 2021)

Personnel d'encadrement¹						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	1	0,0	1	0,0	2	0,0
35 ans et plus	108	2,1	214	4,2	322	6,3
TOTAL	109	2,1	215	4,2	324	6,3

¹ Inclut 10 membres de la haute direction (4 hommes et 6 femmes).

Professionnels						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	49	1,0	95	1,9	144	2,8
35 ans et plus	536	10,5	1 009	19,7	1 545	30,2
TOTAL	585	11,4	1 104	21,6	1 689	33,0

Fonctionnaires						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	52	1,0	283	5,5	335	6,5
35 ans et plus	495	9,7	2 273	44,4	2 768	54,1
TOTAL	547	10,7	2 556	50,0	3 103	60,7

TOTAL						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	102	2,0	379	7,4	481	9,4
35 ans et plus	1 139	22,3	3 496	68,3	4 635	90,6
TOTAL	1 241	24,3	3 875	75,7	5 116	100,0

Répartition de membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge
(données au 24 février 2021)

Personnel d'encadrement				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	0	0	1	0
35 ans et plus	2	4	1	26
TOTAL	2	4	2	26

Professionnels				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	1	0	0	9
35 ans et plus	22	21	9	172
TOTAL	23	21	9	181

Fonctionnaires				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	9	1	0	27
35 ans et plus	89	47	27	504
TOTAL	98	48	27	531

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Minorités visibles et ethniques	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	10	0,2	1	0,0	1	0,0	36	0,7
35 ans et plus	113	2,2	72	1,4	37	0,7	702	13,7
TOTAL	123	2,4	73	1,4	38	0,7	738	14,4

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

Les données pour les questions c à g concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel (données au 03 mars 2021)

Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (code 246 et 248).

Catégories d'emplois	2020-2021
Personnel d'encadrement	2 636,30
Professionnels	19 138,81
Fonctionnaires	72 825,01
Total du Ministère	94 600,12

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi (données au 24 février 2021)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	74	126	90	34
Professionnels	526	823	248	190
Fonctionnaires	2 296	1 570	243	110
Total	2 896	2 519	581	334

Au 24 février 2021 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels au Ministère, est de 6 330.

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail (données au 24 février 2021)

Catégories d'emplois	2020-2021 (heures supplémentaires)		
	Nombre d'heures payées	Nombre d'heures compensées	Total
Professionnels	27 923,20	16 158,85	44 082,05
Fonctionnaires	34 123,37	7 865,40	41 988,77
Total	62 046,57	24 024,25	86 070,82

À noter que le coût moyen par employé, par catégorie d'emplois, n'est pas disponible.

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel (données au 03 mars 2021)
Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.

Catégorie d'emplois	2020-2021
Personnel d'encadrement	6 198,74
Professionnels	30 729,43
Fonctionnaires	68 230,33
Total	105 158,50

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi (données au 24 février 2021)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	89	204	30	1
Professionnels	1 085	686	14	2
Fonctionnaires	2 630	1 577	11	1
TOTAL	3 804	2 467	55	4

Au 24 février 2021 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels au Ministère, est de 6 330.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

- i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emplois, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

UNITÉS CENTRALES		2020-2021 (au 24 février 2021)			
		Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
BSM	Bureau de la sous-ministre ¹	3	11	9	23
	Unités relevant de la sous-ministre ²	2	23	17	42
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail	3	13	2	18
SEQ	Secteur d'Emploi-Québec	16	122	32	170
SGPO	Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle	13	142	52	207
SPSQ	Secteur des partenariats de Services Québec	19	70	301	390
SRE	Secteur des registres de l'État	18	80	219	317
SSGRI	Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles	50	413	262	725
SSSAP	Secteur de la solidarité sociale et de l'assurance parentale	15	103	147	265
ST	Secteur du travail	7	52	33	92
SSC	Secteur des services à la clientèle – Unités centrales	6	73	13	92
TOTAL UNITÉS CENTRALES		152	1 102	1 087	2 341

¹ Les unités comprises sont le Bureau de la sous-ministre, la Direction du Bureau de la sous-ministre et du Secrétariat général ainsi que le Secrétariat général adjoint.

² Les unités relevant de la sous-ministre sont la Direction générale de l'audit interne et des enquêtes administratives (DGAIEA), la Direction des affaires juridiques (DAJ), le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM), ainsi que le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CCLP).

Unités régionales, locales et opérations centralisées¹

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	2020-2021 (au 24 février 2021)			
	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
1 Bas-Saint-Laurent	8	27	67	102
2 Saguenay—Lac-Saint-Jean	8	33	88	129
3 Capitale-Nationale	10	46	154	210
4 Mauricie	8	28	102	138
5 Estrie	8	20	93	121
6 Montréal	37	113	401	551
7 Outaouais	7	28	99	134
8 Abitibi-Témiscamingue	4	21	49	74
9 Côte-Nord	6	23	40	69
10 Nord-du-Québec	3	12	15	30
11 Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	9	24	64	97
12 Chaudière-Appalaches	9	29	94	132
13 Laval	6	23	95	124
14 Lanaudière	10	25	128	163
15 Laurentides	11	34	141	186
16 Montérégie	20	80	304	404
17 Centre-du-Québec	8	21	82	111
TOTAL RÉSEAU	172	587	2 016	2 775
TOTAL MINISTÈRE	324	1 689	3 103	5 116

¹ Les opérations centralisées représentent des centres administratifs et spécialisés provinciaux qui gèrent des activités pour la clientèle de l'ensemble de la province.

k) L'évolution du nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite)

Période	Catégorie d'emplois	Total
Au 24 février 2021	Professionnels	368

l) Le nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Période	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
Au 24 février 2021	2	2	35	39

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) Le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail

Se référer à la réponse RG15 j).

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi

Aucun poste aboli en 2020-2021 (au 24 février 2021).

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

s) Le nombre de postes vacants

On dénombre 1 075 postes vacants au Ministère (au 24 février 2021).

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : DGRFC-DB-SBACR

VALIDATION :

DATE : 2021-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15a

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :

- a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus et de 35 ans et moins.

Données sur les groupes cibles : Ville de Montréal

Les données présentées ci-dessous concernent uniquement le **personnel régulier** en lien d'emploi à la Ville de Montréal qui est prêté au Ministère.

Répartition par catégories d'emplois, sexe et groupe d'âge (données au 25 février 2021)

Exposé et statistiques :						
Personnel d'encadrement						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	1	0,7	1	0,7	2	1,3
TOTAL	1	0,7	1	0,7	2	1,3
Professionnel						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	3	2,0	2	1,3	5	3,3
TOTAL	3	2,0	2	1,3	5	3,3
Fonctionnaire						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	53	35,1	91	60,3	144	95,4
TOTAL	53	35,1	91	60,3	144	95,4
TOTAL						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	57	37,7	94	62,3	151	100,0
TOTAL	57	37,7	94	62,3	151	100,0

Notes :

- le pourcentage est calculé à partir de l'effectif régulier total en lien d'emploi (151);
- les données concernent l'effectif régulier en lien d'emploi en date du 25 février 2021.

Représentativité de membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge (données au 25 février 2021)

Personnel d'encadrement				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	0	N/D	0	0
35 ans et plus	0	N/D	0	0
TOTAL	0	N/D	0	0

Professionnel				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	0	N/D	0	0
35 ans et plus	0	N/D	0	0
TOTAL	0	N/D	0	0

Fonctionnaire				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	0	N/D	0	0
35 ans et plus	5	N/D	0	27
TOTAL	5	N/D	0	27

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Minorités visibles et ethniques	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	0	0,0	N/D	N/D	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	5	3,3	N/D	N/D	0	0,0	27	17,9
TOTAL	5	3,3	N/D	N/D	0	0,0	27	17,9

Notes :

- le pourcentage de représentativité est calculé à partir de l'effectif régulier total en lien d'emploi (151);
- les données concernent l'effectif régulier en lien d'emploi en date du 25 février 2021.

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, une personne (fonctionnaire) se retrouve dans plus d'un groupe cible (personnes handicapées et minorités visibles et ethniques).

FAITS SAILLANTS

En incluant les données concernant la Ville de Montréal, les taux de représentativité des groupes cibles du Ministère sont les suivants :

GROUPES CIBLES	Nbre	%
Personnes handicapées	128 / 5 267	2,4
Anglophones (données non disponibles à la Ville) ¹	73 / 5 116	1,4
Autochtones	38 / 5 267	0,7
Minorités visibles et ethniques	765 / 5 267	14,5
Représentation des femmes	3 969 / 5 267	75,4
Jeunes (moins de 35 ans)	481 / 5 267	9,1

¹ Puisque les données du groupe cible « Anglophones » sont non disponibles à la Ville de Montréal, le calcul est effectué à partir de l'effectif régulier du Ministère seulement.

SOURCE : DRIM – DSA – 2021-03-01

COLLABORATION : DGRH – 2021-03-03

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-16

Titre :

Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques :

- a) **Le nombre de départs à la retraite en 2020-2021, incluant le total et la ventilation des indemnités versées**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2020-2021 seulement.

- b) **Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite des départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

- c) **Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées**

Veillez vous référer à la réponse de la question 16 a).

- d) **Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Au cours de l'année 2020-2021, le Ministère a engagé à titre d'employés occasionnels 85 retraités¹ de la fonction publique.

De plus, le Ministère a octroyé 3 contrats de services professionnels² à des retraités de la fonction publique.

¹ Données extraites du SAGIP. Personnel ayant pris sa retraite au cours des 5 années précédant la date d'embauche.

² Données extraites du SAGIR pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : DGRFC-DOFC-SGC

VALIDATION :

DATE : 2021-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Titre :

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne possède aucun actif immobilier.

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation et des bibliothèques gouvernementales, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

DATE : 2021-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

Titre :

Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.

Exposé et statistiques :

Vous référer à la question 18.

La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation et des bibliothèques gouvernementales, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

DATE : 2021-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Titre :

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021 un total de 2 057,01 \$ a été payé pour divers aménagements.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation et des bibliothèques gouvernementales, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

DATE : 2021-03-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-21

Titre :

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques :

Vous référer à la réponse de la question RG-20

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation et des bibliothèques gouvernementales, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2020-2021;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Exposé et statistiques :

Cabinet ministériel de monsieur Jean Boulet à titre de ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la région de la Mauricie

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Arcouette, Véronique	Attachée politique	Québec
Boily, Nathalie	Attachée politique	Québec
Cantin, Fanny	Directrice de cabinet adjointe	Québec
Charland-Coulombe, Maude	Attachée politique	Trois-Rivières
Dalaire, Mylène ¹	Attachée politique	Québec
D'Astous, Caroline ¹	Attachée politique	Québec
De Choinière, Jean-Philippe	Attaché politique	Montréal
Dickson, Annie	Employée de soutien	Trois-Rivières
Grégoire, Stéphane	Attaché politique	Montréal
Lachance, Claudine ¹	Attachée politique	Québec
Lampron, Michel ¹	Attaché politique	Trois-Rivières
Méthot-Faniel, Maude	Attachée politique	Montréal
Roussy, Brigitte	Attachée politique	Montréal
Savignac, Simon ¹	Attaché politique	Montréal
Schetagne, Pierre ¹	Directeur de cabinet	Montréal
Simard, Denis	Directeur de cabinet	Québec
Smaïri, Atika	Attachée politique	Québec
Talbot, Mélissa ¹	Attachée politique	Québec
Tanlet, Florent ¹	Attaché politique	Québec
Therrien, Nancy ¹	Attachée politique	Québec
Vallée, Émilie	Attachée politique	Trois-Rivières
Vézina, Étienne	Attaché politique	Montréal

¹ Ces employés ont quitté le cabinet ministériel au courant de l'année 2020-2021.

DESCRIPTIONS DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET

Directeur de cabinet et directrice de cabinet adjointe :

Ils dirigent les membres du personnel du cabinet. Ils s'acquittent, en outre, des autres devoirs et tâches que le ministre peut leur assigner.

Attaché politique :

Il est chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet. Il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d'attaché de presse, d'agent de liaison, de chercheur, d'attaché politique régional ou d'attaché politique de comté.

Employé de soutien :

Il remplit les tâches de soutien administratif nécessaires au fonctionnement du cabinet.

MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021

Cabinet ministériel de M. Jean Boulet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

- Masse salariale autorisée de 1 071 000 \$ sur une base annuelle.

SOURCE : DGRFC-DB-SBACR

COLLABORATION : DGRH

VALIDATION :

DATE : 2021-03-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24

Titre :

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu ;
- g) les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION S'IL Y A LIEU
Éthier, Anne-Marie Cadre, classe 2	Direction régionale de Services Québec de l'Estrie	Secteur d'Emploi-Québec – Direction générale des mesures et des services d'emploi (hors structure depuis le 16 octobre 2017)	Sans objet
Hannon, Daniel Cadre 6	Secteur des opérations – Direction générale des services téléphoniques - Centre d'assistance au placement et de la qualification professionnelle	Secteur des partenariats de Services Québec – Direction générale des services téléphoniques – Direction du soutien aux services téléphoniques (hors structure depuis le 3 avril 2019)	Sans objet

Note : Le terme "Hors structure" s'applique au personnel d'encadrement. Le terme "Structure" fait référence à la structure administrative du Ministère.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

- Au 24 février 2021 : Aucun poste n'a été aboli.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

Exposé et statistiques :

Veillez vous référer à la réponse de la question RG-15 j.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-29

Titre :

La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

Dans le cadre de la gestion de la pandémie de la Covid-19, du personnel du Ministère est prêté dans le réseau de la santé ou au Ministère de la Santé et des Services sociaux. Leur lien d'emploi demeure avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale qui assure le paiement des heures travaillées et des primes, le cas échéant. Voici l'information concernant les employés toujours redéployés en date du 28 février 2021.

NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE DÉBUT DE L'ASSIGNATION	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION S'IL Y A LIEU
Bérubé, Christian	MTESS – SSC – DGSCE – Direction régionale de Services Québec du Saguenay-Lac-Saint- Jean – Direction du bureau de Services Québec d'Alma	MSSS	2021-01-11	En cours
Bouffard, Karen	MTESS – SGPO – Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle – Bureau du sous-ministre adjoint	MSSS	2020-12-11	En cours
Bourassa, Patrick	MTESS – SSC – DGSCE – Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale – Direction du marché du travail et des services spécialisés	MSSS	2021-02-15	En cours
Cadot, Isabelle	MTESS – SEQ – DGPEPMT – Direction de la planification et de la reddition de comptes	MSSS	2021-02-08	En cours
Jacques, Serge	MTESS – SSGRI – DGRH – Direction de la santé, du développement des personnes et de l'organisation – Service de la santé des personnes	CIUSSS Nord-de-l'Île- de-Montréal	2020-10-26	En cours

NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE DÉBUT DE L'ASSIGNATION	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION S'IL Y A LIEU
Khalifé, Pascale	MTESS – SSGRI – DGRH – Direction de la gestion de la main-d'œuvre et de l'organisation administrative – Service de la gestion de la main-d'œuvre – Bureau de Montréal	CIUSSS Nord-de-l'Île-de-Montréal	2020-10-26	En cours
Landry, Nathalie	MTESS – SSC – DGSCE – Direction régionale de Services Québec du Saguenay-Lac-Saint-Jean – Direction du bureau de Services Québec de Chicoutimi	MSSS	2021-12-17	En cours
Lemieux, Julie	MTESS – SGPO – DGRQS – Direction de la révision et des recours administratifs – Service de la révision – Bureau de Québec	MSSS	2021-02-01	En cours
Maheux, Hélène	MTESS – SGPO – DGRQS – Direction de la révision et des recours administratifs – Service de la révision – Bureau de Montréal	MSSS	2020-12-21	En cours
Soulières, Carole	MTESS – SEQ – DGDRMO – Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle	MSSS	2021-01-18	En cours

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION : DGRFC-DB-SBACR
DATE : 2021-03-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-30

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques :

Total pour l'année 2020-2021 : 155 469 \$

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021

FOURNISSEURS	
Affaires @, Les	Musée de la Gaspésie
All Seasons Publications Ltd	Nouvelliste, Le
Conférence Board of Canada, The	Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (publications)
Consortium Érudite S.E.N.C., Le	PressReader
Corporation des Bibliothécaires professionnels du Québec, La	Quotidien, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le	Reflét Témiscamien inc., Le
Devoir inc., Le	Renouf Publishing Co. Ltd.
EBSCO Canada ltée	Réseau Environnement inc.
École branchée, L'	Revue de Droit de McGill, La
Entreprises Svoboda M V inc., Les	Revue Qui Fait Quoi inc.
Fédération des milieux documentaires	Société dév. des périodiques culturels québécois
Gestion, revue internationale de gestion	Société Trader Corporation
Globe And Mail, The	Soleil, Le
Groupe Moniteur	Terre de chez nous, La
Imprimerie le radar inc.	Thomson Reuters Canada
Imprimerie Pontiac inc.	Tire-Média
Manageris	Tribune, La
Média Beside inc.	Université de Sherbrooke
Messageries Dynamiques	Urban Land Institute
Mishmash Media inc.	

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-09

RG30_03-10_BSM.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-31

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques :

Veillez vous référer à la réponse de la question 30.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-03-09

RG31_03-09_BSM.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-32

Titre :

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Exposé et statistiques :

Pour les éléments demandés, il y a eu que des sommes déboursées pour des billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021.

Organisations	Montants
Chambre de commerce de Val-d'Or	33,05 \$
Chambre de commerce du Grand Joliette	50,00 \$
Chambre de commerce et de l'industrie du Haut-Richelieu	145,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie Berthier-D'Autray	65,23 \$
Chambre de commerce et d'industrie d'Abitibi-Ouest	30,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Trois-Rivières	50,00 \$
Total	373,28 \$

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

Titre :	
Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :	
a) le nom du site Web;	
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;	
c) les coûts de construction du site;	
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;	
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);	
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);	
g) la fréquence moyenne de mise à jour;	
h) le responsable du contenu sur le site;	
i) les noms de domaines réservés;	
j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.	

Précisions sur les données fournies

c), d), e) Les coûts mentionnés sont ceux facturés par des ressources externes.

a) Site ministériel (www.mtess.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	Intellia inc.
c) Coûts de construction du site	7 565 \$ (1998)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2020-2021)	Hébergement : 29 029 \$ Entretien et évolution : 41 288 \$ Mises à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	2020 (0 \$) : transfert dans Québec.ca et fermeture du site Localisateur de Centre local d'emploi.
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	1 863 \$

a) Site Emploi-Québec (www.emploiquebec.gouv.qc.ca)	
Site informationnel et services interactionnels et transactionnels : IMT en ligne, Placement en ligne, SimulAide et SimulRevenu	
Note : Depuis le 24 septembre 2018, les contenus de la section citoyens sont graduellement transférés vers le site Québec.ca.	
b) Conception du site	Espace Courbe et Goodhue et associés
c) Coûts de construction du site	Non disponible (2001)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2020-2021)	Hébergement : 317 821 \$ Entretien et évolution : 14 538 \$ Mises à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	Une refonte : 2018 (0 \$) : transfert de la section Citoyens du site informationnel dans Québec.ca sauf les sections « Qualification réglementée » et « Répertoire des organismes spécialisés en employabilité ».
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	3 469 \$

a) Site du Régime québécois d'assurance parentale (www.rqap.gouv.qc.ca)	
Site informationnel, services interactionnels et transactionnels : RQAP en ligne, Simulateur de coût de prestations et manuel d'interprétation normative de l'assurance parentale	
b) Conception du site	Direction générale des communications et CSPQ
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2005)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2020-2021)	Hébergement : 1 209 448 \$ Entretien et évolution : 117 115 \$ Mises à jour : 0 \$

	Le RQAP et ses activités sont financés par un fonds extrabudgétaire. Les questions y ayant trait ne sont pas pertinentes pour l'étude des crédits.
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	Un rehaussement : 2018 (0 \$) : révision du visuel, changement de technologie et optimisation pour les appareils mobiles; 2020 (182 291 \$) : refonte du simulateur de calcul de prestation.
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	373 \$

a) Site du Conseil de gestion de l'assurance parentale (www.cgap.gouv.qc.ca) Note : le RQAP et ses activités sont financés par un fonds extrabudgétaire. Les questions y ayant trait ne sont pas pertinentes pour l'étude des crédits.	
b) Conception du site	Direction générale des communications
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2005)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement : coûts regroupés et déclarés dans les coûts du site de la Commission des partenaires sur le marché du travail (CPMT) Entretien et évolution : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2015-2016)	S.O.
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	124 \$

a) Site Entraide – secteurs public et parapublic (www.entraide.gouv.qc.ca) Site informationnel faisant la promotion de la campagne d'Entraide annuelle pour les secteurs public et parapublic	
b) Conception du site	Direction générale des communications
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2006)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2020-2021)	Hébergement : coûts regroupés et déclarés dans les coûts du site de la Commission des partenaires sur le marché du travail (CPMT) Entretien et évolution : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	S.O.
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	124 \$

a) Site de la Commission des partenaires du marché du travail (www.cpmt.gouv.qc.ca) Site informationnel, services interactionnels et transactionnels : formulaire de déclaration des activités de formation, agrément des formateurs	
b) Conception du site	Direction générale des communications
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2007)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2020-2021)	Hébergement des services transactionnels : 1 200 \$ Entretien et évolution: 0 \$ Hébergement des services informationnels : 94 559 \$ (incluant les sites suivants : site Entraide, site du Conseil de gestion de l'assurance parentale et site du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale) Mises à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	S.O.
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	497 \$

a) Site du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (www.cclp.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	Direction générale des communications
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2007)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2020-2021)	Hébergement : coûts regroupés et déclarés dans les coûts du site de la Commission des partenaires sur le marché du travail (CPMT) Entretien et évolution : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	S.O.
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	124 \$

a) Site Conseil emploi métropole (www.emploi-metropole.org)	
b) Conception du site	Direction générale des communications
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2010)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2020-2021)	Hébergement et entretien : 402 \$ Mises à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	Deux rehaussements : 2017-2018 (281 \$) : mise à jour technologique et révision des contenus (ajout d'une nouvelle section « Un monde de talents performer »); 2019-2020 (0 \$) : transfert du site dans un nouvel outil de gestion de contenu.
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	94 \$

a) Site Secrétariat du travail (www.travail.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	Ressources internes
c) Coûts de construction du site	0 \$ (1996)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2020-2021)	Hébergement : 2 750 \$ Entretien et évolution : 0 \$ Mises à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	S.O.
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	373 \$

a) Site Directeur de l'état civil (www.etatcivil.gouv.qc.ca) Site informationnel et transactionnel	
b) Conception du site	Référence Systèmes inc.
c) Coûts de construction du site	Non connu (1999)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2020-2021)	Hébergement, entretien et mises à jour : 1 250 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	Quatre rehaussements : <ul style="list-style-type: none"> ○ 2017-2018 (0 \$) : améliorations à la page d'accueil (repérage des services en ligne, moteur de recherche); ○ 2018-2019 (0 \$) : améliorations à certaines pages pour faciliter la recherche des citoyens ○ 2019-2020 (0 \$) : révision de la section portant sur les décès et de la section portant sur les certificats et les copies d'actes; création d'une section pour les différents types de célébrants; création d'une page sur l'inscription d'un événement; création d'une « foire aux questions »; ○ 2020-2021 (0 \$) : révision de la section portant sur les naissances. Création d'une nouvelle page « Officier public ».

j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	373 \$
--	--------

a) Site du Registraire des entreprises (www.registreentreprises.gouv.qc.ca) Site informationnel et transactionnel destiné à tous ceux qui ont des obligations envers le Registraire des entreprises	
b) Conception du site	Nurun
c) Coûts de construction du site	Non connu (2004)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2020-2021)	Hébergement, entretien et mises à jour : ressources internes du Ministère et de Revenu Québec (coûts remboursés par le Ministère en vertu d'une entente de services globale).
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	SO pour les années antérieures à 2019-2020 Améliorations apportées en 2020-2021 (0 \$): <ul style="list-style-type: none"> • Ajout d'une section transparence des entreprises • Ajout d'une section Le registraire un officier public • Changement de l'image de marque du site • Bonification du contenu de la docuthèque pour les intermédiaires autorisés
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	124 \$

a) Site Portail Québec Site qui regroupait des sites informationnels : <ul style="list-style-type: none"> • Services Québec – Citoyens; • Entreprises Québec; • Urgence Québec; • Fil d'information; • clicSÉQR citoyen et entreprise; • Localisateur de bureaux de Services Québec; • Thésaurus gouvernemental et des sites transactionnels : <ul style="list-style-type: none"> • clicSÉQR citoyens; • clicSÉQR Entreprise; • Répertoire des programmes et services; • Mon dossier citoyen; • Zone entreprise; • Service québécois de changement d'adresse; • Note : site fermé en novembre 2020. <p>Entreprises Québec demeure tel quel et continue d'être la porte d'entrée qui simplifie les démarches des entrepreneurs en facilitant le repérage de l'information sur leurs droits et obligations et en leur donnant accès à l'ensemble des programmes et services qui leur sont destinés.</p> <p>Québec.ca est maintenant la porte d'entrée en ligne pour accéder à l'information et aux services offerts par le gouvernement du Québec.</p>	
b) Conception du site	Société Conseil Groupe LGS
c) Coûts de construction du site	Non connu (le site relevait alors du SCT) (2004)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2020-2021)	Hébergement : 1 338 746 \$ Entretien et évolution : 463 753 \$ Mises à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	Trois refontes : <ul style="list-style-type: none"> ○ 2018 (0 \$) : transfert de la section Citoyens du site informationnel dans Québec.ca : <ul style="list-style-type: none"> ○ page d'information de Services Québec qui offre des liens vers le moteur de recherche du Répertoire des programmes et services, le Service québécois de changement d'adresse et Entreprises Québec; ○ informations pour joindre le Centre de relation à la clientèle de Services Québec dans la page « Nous joindre »;

	<ul style="list-style-type: none"> ○ guides de Services Québec – Citoyens intégrés à l'intérieur des thèmes de Québec.ca. ● 2020 (0 \$) : transferts complétés dans Québec.ca et fermeture de ces sites : <ul style="list-style-type: none"> ○ contenus des guides de Services Québec – Citoyens; ○ Urgence Québec; ○ fil d'information; ○ localisateur de bureaux de Services Québec; ○ communiqués à diffuser dans la Salle de nouvelles. ● 2020 (0 \$) : refonte technologique du site Répertoire des programmes et services
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	3 975 \$

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : SSGRI-DGRI, SEQ-DAIMT, ST, SE-SPP et SCPMT
VALIDATION : DGRFC
DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-34

Titre :

Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne ;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Exposé et statistiques :

Vous référer à la réponse de la question 8.

SOURCE : Secteur du travail
DATE : 22 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

Titre :

Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Exposé et statistiques :

Aucune dépense pour une tournée ministérielle ou sous ministérielle dans les régions du Québec en 2020-2021.

SOURCE : Direction générale des communications

COLLABORATION : BSM, SSGRI, SEQ, SSC et SCPMT

DATE : 25 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-36

Titre :

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021:

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Exposé et statistiques :

Aucun mandat confié à un adjoint parlementaire.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre

DATE : 25 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Les informations concernant les ententes fédérales sont présentées à l'annexe 1.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION : DGRFC-DFI, DPRC-SEQ, DRI-SDPSQ

VALIDATION : DGRFC-DB

DATE : 2021-03-12

RG42_03-12_BSM.DOCX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42– ANNEXE 1

Tableau synthèse des transferts fédéraux

Ententes	Date de signature	But	Sommes reçues du 1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021
Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail	21 avril 1997	Viser la mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec financées à même le Compte d'assurance-emploi.	617,5 M\$
Entente modifiant l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail et l'Entente de mise en œuvre Canada-Québec relative au marché du travail	10 juillet 2019	Augmenter la contribution maximale de l'Entente modifiant l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail (EDMT) pour la mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec financées à même le Compte d'assurance-emploi.	89,0 M\$
Entente Canada-Québec sur le développement de la main-d'œuvre	10 juillet 2019	Viser la mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec pour les personnes éloignées du marché du travail. L'Entente Canada-Québec sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO) remplace l'Entente sur le transfert des sommes du Fonds canadien pour l'emploi et l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées.	206,8 M\$
Contribution supplémentaire N° 2 à l'Entente Canada-Québec sur le développement de la main-d'œuvre	11 novembre 2020	Augmenter la contribution à l'EDMO afin d'appuyer le Québec dans ses efforts de relance économique, notamment en réponse à la pandémie de la COVID-19. Cette entente vise également à instaurer des mesures d'assouplissements temporaires.	303,2 M\$
Entente de contribution Canada-Québec en appui aux jeunes du Québec dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	14 août 2019	Viser à aider les jeunes Canadiens à accéder aux études postsecondaires et à obtenir les compétences et la formation dont ils ont besoin pour participer à un marché du travail en évolution et à offrir une aide aux personnes qui sont temporairement sans emploi.	34,7 M\$
Entente Canada-Québec en appui aux personnes handicapées du Québec dans le cadre du Fonds d'intégration pour les personnes handicapées	10 juillet 2019	Viser à soutenir les projets qui aident les personnes handicapées à se préparer à l'emploi, à obtenir un emploi et à le conserver ou à devenir travailleur indépendant, ce qui aura pour effet d'accroître leur participation à l'activité économique et leur indépendance financière.	4,0 M\$
Entente Canada-Québec sur la mise en œuvre de la mesure Prêts pour la reconnaissance des titres de compétences étrangers	4 décembre 2020	Viser à rendre disponibles, auprès de la clientèle du service public d'emploi du Québec, des prêts visant à soutenir les travailleurs formés à l'étranger dans leurs démarches de reconnaissance de leurs titres de compétences.	1,0 M\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42- ANNEXE 1

Tableau synthèse des ententes administratives

Ententes	Date de signature	But	Sommes reçues du 1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021
Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Agence du revenu du Canada (ARC))	7 juillet 2010	Établit les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance au Directeur de l'état civil, à une demande d'inscription à l'allocation canadienne pour enfants et au crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée administrée par l'ARC. Permet également d'établir les conditions et les modalités pour la transmission des avis de décès.	0,2 M\$
Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (ministère de l'Emploi et du Développement social Canada)	31 mars 2010	Vise à établir les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux nouveaux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance de leur enfant au Directeur de l'état civil, à une demande de numéro d'assurance sociale. Permet également d'établir les conditions et les modalités pour la transmission des avis de décès et pour la validation de l'inscription des naissances au Québec.	0,2 M\$
Entente administrative relative à la communication des renseignements de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Services aux Autochtones Canada)	28 mars 2013	Vise à établir les conditions et les modalités de communication des renseignements du Directeur de l'état civil vers Services aux Autochtones Canada. En y consentant lors de la déclaration de naissance de leur enfant, les nouveaux parents facilitent et accélèrent la demande éventuelle d'inscription de leur enfant au registre des Indiens, s'il est admissible. L'entente permet également de communiquer à Services aux Autochtones Canada certains renseignements sur les décès inscrits au registre de l'état civil aux fins de maintenir l'intégrité du registre des Indiens.	s. o.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION : DGRFC-DFI, DPRC-SEQ, DRI-SDPSQ

VALIDATION : DGRFC-DB

DATE : 2021-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques :

Aucune prime au rendement ou boni n'a été versé au cours de la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-44

Titre :

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-45

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques :

Aucune prime de départ n'a été versée au cours de la période du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : DGRFC

VALIDATION :

DATE : 2021-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-47

Titre :

Pour 2020-2021, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-59

Titre :

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres):

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Exposé et statistiques :

Les dépenses planifiées en ressources informationnelles pour l'année financière 2020-2021 sont identifiées dans le tableau ci-dessous.

a)

Entités	Opération (Exploitation) (k\$)	Capital (Investissement) (k\$)
Ministère – Travail, Emploi et Solidarité sociale	107 549,4	19 688,3
Total	127 237,7	

b) Les informations afférentes aux grands dossiers sont disponibles sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/accueil/>.

d) En ce qui a trait au nombre d'ETC, la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

e) Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOURCE : DBP
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION : DGRFC
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-63

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Exposé et statistiques :

Total pour l'année financière :

2020-2021 (du 1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021)	68 469,57 \$
--	--------------

Voir la liste des associations en annexe.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-63 — ANNEXE 1

Liste des remboursements de cotisations

Associations/Corporations/Ordres	Montants
Alberta Boilers Safety Association	1 500,00 \$
Association des professionnels (APICA)	300,00 \$
Association forestière Côte-Nord	50,00 \$
Association mondiale des services d'emploi publics	13 414,71 \$
Association of Labor Relations Agencies	636,40 \$
Barreau du Québec	8 006,77 \$
Centre d'expertise des grands organismes	15 080,00 \$
Chambre de commerce Bellechasse-Etchemin	95,00 \$
Chambre de commerce de Brome-Missisquoi	245,00 \$
Chambre de commerce de Gatineau (Export Outaouais)	985,00 \$
Chambre de commerce de la grande région de Saint-Hyacinthe	210,00 \$
Chambre de commerce de Lévis	369,00 \$
Chambre de commerce de Maniwaki et Vallée-de-la-Gatineau	450,00 \$
Chambre de commerce de Mékinac	175,00 \$
Chambre de commerce de Saint-Georges	230,00 \$
Chambre de commerce de Val-d'Or	275,00 \$
Chambre de commerce du grand Joliette	425,00 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	275,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie d'Abitibi-Ouest	526,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Drummond	275,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Maskinongé	200,04 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud	452,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Laval	275,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Manicouagan	567,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Québec	505,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda	641,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Thetford Mines	314,99 \$
Chambre de commerce et d'industrie des Bois-Francs et de l'Érable	664,96 \$
Chambre de commerce et d'industrie du centre Abitibi	357,20 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Trois-Rivières	545,00 \$
Chambre de commerce Haute-Yamaska	195,00 \$
Collège des médecins	9 984,00 \$
Comité régional pour la valorisation de l'éducation [CREVALE]	1 350,00 \$
Conseil économique de Beauce [CEB]	290,00 \$
Conseil loc. intervenants commun. de Bordeaux-Cartierville [C.L.I.C.]	25,00 \$
Coopérative de développement régional du Québec, coop de solidarité	200,00 \$
Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	200,00 \$
Corporation de développement économique de Senneterre	40,00 \$
La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve	100,00 \$
Mon Avenir TI	5 000,00 \$
Mouvement québécois de la qualité	1 375,00 \$
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	1 115,50 \$
Regroupement des partenaires en développement social d'Amos région	50,00 \$
Réseau RH de Drummondville	50,00 \$
Sherbrooke, Ville en santé	250,00 \$
Société de développement économique de Drummondville	200,00 \$
Total	68 469,57 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-66

Titre :

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Exposé et statistiques :

2020-2021

Sondage sur la mobilisation du personnel du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, non diffusé

Coût : 0 \$

Ressources internes

Sondage sur le degré de satisfaction des employés dont le milieu de travail fait l'objet d'une initiative issue du projet AMT au sein du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, non diffusé

Coût : 0 \$

Ressources internes

Sondage téléphonique afin de mesurer les effets bruts et nets des mesures actives offertes aux individus, en cours

Coût : 649 000 \$

Firme : consortium composé de STRATÉGIE ORGANISATION MÉTHODE SOM INC. et ADVANIS JOLICOEUR

Sondage sur le degré de satisfaction de la clientèle au regard de la qualité de l'information qui lui est transmise (indicateur 1.2.2) et sur le degré de satisfaction de la clientèle du Ministère à l'égard des services reçus (indicateur 1.4.1) auprès des clientèles des centres d'appels du Ministère

Coût : 24 000 \$

Firme : Lanla

Sondage sur le degré de satisfaction de la clientèle au regard de la qualité de l'information qui lui est transmise (indicateur 1.2.2) et sur le degré de satisfaction de la clientèle du Ministère à l'égard des services reçus (indicateur 1.4.1) auprès des clientèles qui utilisent les services offerts en ligne du Ministère

Coûts : 0\$

Sondage interne avec LimeSurvey

Sondage sur le degré de satisfaction de la clientèle lié à la mise en ligne des nouveaux services numériques (indicateur 3.1.2)

Coûts : 0\$

Sondage interne avec LimeSurvey

Sondage hybride (Web et le téléphonique) afin de connaître les besoins en ressources humaines des entreprises de la Capitale-Nationale

Coût : 39 295 \$ (100 % financé dans le cadre du volet régional (CRPMT) du programme Projets stratégiques de développement de la main-d'œuvre et de l'emploi en région de la CPMT)

Firme : Léger

Groupes de discussions avec des entreprises et des intervenants économiques sur les enjeux de main d'œuvre – MRC de Memphrémagog; Estrie

Coût : 15 000 \$

Firme : Niska

Sondage qualitatif sur le navettage – région de Lanaudière

Coût : 72 119 \$

Firme : Léger

Suivi post-intervention auprès des entreprises aidées par les services publics d'emploi

Coût : 38 500 \$

Firme : Advanis

Sondage auprès des entreprises qui ont bénéficié du Programme actions concertées pour le maintien en emploi

Coût : 9 790 \$

Firme : SOM inc.

Estimation des frais supplémentaires se rattachant aux incapacités des membres, employés ou bénévoles des organismes communautaires (Mesure 11 du Plan d'action 2017-2020 à l'égard des personnes handicapés (PAPH) du MTESS)

Coût : 35 000\$

Firme : BIP Recherche INC

Consultations auprès de personnes handicapées faisant partie du personnel du ministère du Travail de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Entrevues individuelles et questionnaire en ligne

Coût : 0 \$

Ressources internes

Documentation de l'opinion citoyenne dans le cadre des travaux de Services Québec sur la simplification des démarches administratives pour les personnes proches aidantes –

Entrevues individuelles

Coût : 0 \$

Ressources internes

SOURCE :

Direction de la recherche, SGPO

COLLABORATION : DGC; CPMT; SSC; EQ; Direction de l'évaluation

VALIDATION :

DATE :

2021-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-67

Titre :

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Médias communautaires

Total des dépenses réalisées au sein de médias communautaires : 57 796,40 \$

Pourcentage par rapport au total des dépenses en placement publicitaire : 12 %

Internet et médias sociaux

Total des dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux : 241 043,18 \$

Pourcentage par rapport au total des dépenses en placement publicitaire : 49 %

SOURCE :

Direction générale des communications

DATE :

25 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-71

Titre :

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

Exposé et statistiques :

La liste des contrats octroyés par le ministère visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée à la réponse à la question RG-08.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

SOURCE : BSM

DATE : 2021-03-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-80

Titre :

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le MTESS 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

Exposé et statistiques :

Le 23 septembre 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a dévoilé les détails de son Plan d'action sur la main-d'œuvre (PAMO). Ce plan évolutif est bonifié en continu afin de l'adapter à l'évolution des besoins du marché du travail. Le PAMO s'appuie sur les actions de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023 (SNMO) lancée au printemps 2018, qui ont notamment permis au MTESS d'investir dans les mesures et services d'emploi.

a. Sommes dépensées

Les sommes prévues pour la SNMO en 2020-2021 ont été rendues publiques et se retrouvent sur internet : <https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/strat-nat-mo.asp>.

Le budget du Québec de mars 2019 prévoyait 1 milliard de dollars additionnels sur la période 2019-2024 pour des mesures du PAMO. De cette somme, un montant de 23,6 M\$ est prévu en 2020-2021 pour les programmes, mesures ou services du MTESS ou de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) :

- 4,0 M\$ pour bonifier des programmes de services publics d'emploi pour mieux soutenir les travailleurs expérimentés ;
- 9,6 M\$ pour des mesures pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées ;
- 10 M\$ pour bonifier le Programme de formation de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT.

Le budget de mars 2020 prévoyait des investissements pour la période 2020-2025 afin de soutenir le marché du travail et qui se sont ajoutées au PAMO. Pour le MTESS, un montant additionnel de **5,8 M\$** s'est ajouté en 2020-2021 pour favoriser la formation des travailleurs en entreprises :

Dans le cadre de la mise à jour économique présentée par le ministre des Finances le 12 novembre 2020, des montants additionnels de 459 M\$ sur deux ans sont prévus soutenir le marché du travail. De cette somme, un montant de 232,3 M\$ est prévu en 2020-2021 pour les programmes, mesures ou services du MTESS, de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) ou de la Commission de la Construction du Québec (CCQ) :

- 90,1 M\$ pour mettre en place des initiatives visant la requalification et le rehaussement des compétences de la main-d'œuvre;
- 12,2 M\$ pour favoriser la formation dans des secteurs stratégiques pour la relance;
- 62,0 M\$ pour offrir un soutien particulier aux personnes handicapées;
- 68,6 M\$ pour financer d'autres initiatives prioritaires;

b. Actions réalisées

Les actions prévues pour la SNMO en 2020-2021 ont été rendues publiques et se retrouvent sur internet : <https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/strat-nat-mo.asp>.

De plus, le 6 avril 2020, dès le début de la pandémie, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a mis en place le Programme actions concertées pour le maintien en

emploi (PACME) qui a été créé en collaboration avec la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Il visait à soutenir des entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19 en remboursant les dépenses qu'elles encourent pour réaliser des activités en gestion des ressources humaines et de développement des compétences de leur main-d'œuvre.

Le 4 juin 2020, le Ministère a mis en ligne le service de placement simplifié et gratuit Jetravaille! afin de permettre aux entreprises d'y inscrire leurs besoins de main-d'œuvre et aux personnes à la recherche d'un emploi de poser leur candidature sur les postes offerts dans le contexte de la rareté de main-d'œuvre lié à la pandémie.

Le 16 octobre 2020 s'est tenu le Forum virtuel sur la requalification de la main-d'œuvre et sur l'emploi, organisé conjointement avec la CPMT. Lors de la clôture de cet événement, le ministre a présenté différentes actions pour aider les entreprises dans leur croissance et les chômeurs pandémiques à reprendre le travail :

- Investissement de près de 1,0 M\$ avec le ministère de l'Enseignement supérieur et le Conseil emploi métropole pour la mise sur pied d'une formation publique en technologies de l'information (TI). Il s'agit d'un projet de simulation d'entreprise en TI, réalisé conjointement par le Collège Bois-de-Boulogne, du Cégep Gérald-Godin et du Cégep John-Abbot ;
- Bonification du programme Audit industrie (PAI) 4.0 du ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) et Investissement Québec afin d'assurer une meilleure complémentarité avec les mesures de formation et de soutien en gestion des ressources humaines offertes par le MTESS et assurer un accompagnement continu tout au long de la démarche de transformation numérique de l'entreprise ;
- Référence vers Services Québec (MTESS) par le Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) des personnes immigrantes se déclarant disponibles pour une requalification professionnelle.

Un Groupe d'action dédié à soutenir le secteur de l'hôtellerie a été mis en place le 20 novembre 2020. Il s'agit d'une approche qui mise sur la concertation entre les acteurs et les partenaires du milieu pour aider le secteur de l'hôtellerie à s'adapter aux transformations qui s'opèrent dans le marché du travail.

Le Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF) qui est entré en vigueur le 30 novembre. Ce programme s'adresse à l'ensemble des personnes sans emploi, autant celles qui ont perdu leur emploi à cause de la pandémie et qui souhaitent rehausser leurs compétences que celles désirant se requalifier afin d'occuper un emploi en demande.

Le 2 décembre 2020, le ministre a fait l'annonce d'une somme de 10 M\$ pour quatre mesures destinées à soutenir la santé mentale des travailleurs, des chômeurs, des chercheurs d'emploi et des personnes handicapées engagées dans un processus d'intégration ou de maintien en emploi. Ces sommes seront disponibles pour les projets qui se termineront avant le 31 mars 2021.

- Environ 10 000 salariés touchés par un licenciement collectif et qui seront confiés à un comité d'aide au reclassement auront accès un soutien en santé mentale grâce à un investissement de 4 M\$.
- Une autre somme de 4 M\$ permettra de soutenir près de 200 entreprises dans la mise en place d'un programme d'aide aux employés afin d'avoir recours aux services d'une professionnel externe en santé mentale.
- Un nouveau projet doté d'un budget de 1 M\$ servira à former au moins 150 professionnels parmi les conseillers en emploi, les agents d'intégration en emploi et les conseillers en orientation de 24 organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées, membres du Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH).
- 1 M\$ servira à augmenter le nombre de personnes handicapées accompagnées dans un parcours vers l'emploi.

Le 13 janvier 2021, le ministre a fait l'annonce de nouvelles initiatives pour soutenir les travailleurs autonomes en matière de santé psychologique dans le contexte de crise sanitaire. Ces initiatives sont dotées d'une enveloppe de 1,5 M\$.

Un montant de 15 M\$ sur deux ans est réservés pour soutenir financièrement les entreprises du secteur des TI afin de former leur main-d'œuvre, recruter à l'extérieur du Québec et améliorer

leur planification de main-d'œuvre.

Un montant de 4 M\$ a été ajouté au PARAF afin d'accompagner davantage de personnes sans emploi vers des formations courtes.

Le 13 mars 2021, un premier appel à solutions visant à rehausser la présence des femmes dans les métiers en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM) sur le marché du travail a été annoncé. Un investissement de 8 M\$ pour la réalisation de cette action a été accordé dans la foulée du lancement du Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie.

Le 21 mars 2021 dans le cadre du lancement du Plan d'action pour le secteur de la construction, le ministre a annoncé des investissements de 32,4 M\$ sur deux ans afin de réduire la rareté de main-d'œuvre dans cette industrie. Le gouvernement entend notamment faciliter l'accès aux emplois de cette industrie et miser sur une meilleure intégration de la main-d'œuvre qui y est peu représentée.

SOURCE : Direction générale des politiques d'emploi et du marché du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 25 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-81

Titre :

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le MTESS 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main-d'œuvre.

Exposé et statistiques :

Le 23 septembre 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a dévoilé les détails de son Plan d'action sur la main-d'œuvre (PAMO). Ce plan évolutif est bonifié en continu afin de l'adapter à l'évolution des besoins du marché du travail. Le PAMO s'appuie sur les actions de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023 (SNMO) lancée au printemps 2018, qui ont notamment permis au MTESS d'investir dans les mesures et services d'emploi.

a. Sommes dépensées

Les sommes prévues pour la SNMO en 2020-2021 ont été rendues publiques et se retrouvent sur internet : <https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/strat-nat-mo.asp>.

Le budget du Québec de mars 2019 prévoyait 1 milliard de dollars additionnels sur la période 2019-2024 pour des mesures du PAMO. De cette somme, un montant de 23,6 M\$ est prévu en 2020-2021 pour les programmes, mesures ou services du MTESS ou de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) :

- **4,0 M\$** pour bonifier des programmes de services publics d'emploi pour mieux soutenir les travailleurs expérimentés ;
- **9,6 M\$** pour des mesures pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées ;
- **10 M\$** pour bonifier le Programme de formation de courte durée privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la CPMT.

Le budget de mars 2020 prévoyait des investissements pour la période 2020-2025 afin de soutenir le marché du travail et qui se sont ajoutées au PAMO. Pour le MTESS, un montant additionnel de **5,8 M\$** s'est ajouté en 2020-2021 pour favoriser la formation des travailleurs en entreprises :

Dans le cadre de la mise à jour économique présentée par le ministre des Finances le 12 novembre 2020, des montants additionnels de 459 M\$ sur deux ans sont prévus soutenir le marché du travail. De cette somme, un montant de 232,3 M\$ est prévu en 2020-2021 pour les programmes, mesures ou services du MTESS, de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) ou de la Commission de la Construction du Québec (CCQ) :

- **90,1 M\$** pour mettre en place des initiatives visant la requalification et le rehaussement des compétences de la main-d'œuvre;
- **12,2 M\$** pour favoriser la formation dans des secteurs stratégiques pour la relance;
- **62,0 M\$** pour offrir un soutien particulier aux personnes handicapées;
- **68,6 M\$** pour financer d'autres initiatives prioritaires.

b. Actions réalisées

Le 6 avril 2020, dès le début de la pandémie, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a mis en place du Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME) qui a été créé en collaboration avec la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Il visait à soutenir des entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19

en remboursant les dépenses qu'elles encourent pour réaliser des activités en gestion des ressources humaines et de développement des compétences de leur main-d'œuvre.

Le 4 juin 2020, le Ministère a mis en ligne le service de placement simplifié et gratuit Jetravaille! afin de permettre aux entreprises d'y inscrire leurs besoins de main-d'œuvre et aux personnes à la recherche d'un emploi de poser leur candidature sur les postes offerts dans le contexte de la rareté de main-d'œuvre lié à la pandémie.

Le 16 octobre 2020 s'est tenu le Forum virtuel sur la requalification de la main-d'œuvre et sur l'emploi, organisé conjointement avec la CPMT. Lors de la clôture de cet événement, le ministre a présenté différentes actions pour aider les entreprises dans leur croissance et les chômeurs pandémiques à reprendre le travail :

- Investissement de près de 1,0 M\$ avec le ministère de l'Enseignement supérieur et le Conseil emploi métropole pour la mise sur pied d'une formation publique en technologies de l'information (TI). Il s'agit d'un projet de simulation d'entreprise en TI, réalisé conjointement par le Collège Bois-de-Boulogne, du Cégep Gérald-Godin et du Cégep John-Abbot ;
- Bonification du programme Audit industrie (PAI) 4.0 du ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) et Investissement Québec afin d'assurer une meilleure complémentarité avec les mesures de formation et de soutien en gestion des ressources humaines offertes par le MTESS et assurer un accompagnement continu tout au long de la démarche de transformation numérique de l'entreprise ;
- Référence vers Services Québec (MTESS) par le Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) des personnes immigrantes se déclarant disponibles pour une requalification professionnelle ;

Une rencontre de suivi des partenaires du marché du travail a eu lieu afin d'identifier les consensus établis durant cette rencontre et des suites à y donner.

Un Groupe d'action dédié à soutenir le secteur de l'hôtellerie a été mis en place le 20 novembre 2020. Il s'agit d'une approche qui mise sur la concertation entre les acteurs et les partenaires du milieu pour aider le secteur de l'hôtellerie à s'adapter aux transformations qui s'opèrent dans le marché du travail.

Le Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF) qui est entré en vigueur le 30 novembre. Ce programme s'adresse à l'ensemble des personnes sans emploi, autant celles qui ont perdu leur emploi à cause de la pandémie et qui souhaitent rehausser leurs compétences que celles désirant se requalifier afin d'occuper un emploi en demande.

Le 2 décembre 2020, le ministre a fait l'annonce d'une somme de 10 M\$ pour quatre mesures destinées à soutenir la santé mentale des travailleurs, des chômeurs, des chercheurs d'emploi et des personnes handicapées engagées dans un processus d'intégration ou de maintien en emploi. Ces sommes seront disponibles pour les projets qui se termineront avant le 31 mars 2021.

- Environ 10 000 salariés touchés par un licenciement collectif et qui seront confiés à un comité d'aide au reclassement auront accès un soutien en santé mentale grâce à un investissement de 4 M\$.
- Une autre somme de 4 M\$ permettra de soutenir près de 200 entreprises dans la mise en place d'un programme d'aide aux employés afin d'avoir recours aux services d'une professionnel externe en santé mentale.
- Un nouveau projet doté d'un budget de 1 M\$ servira à former au moins 150 professionnels parmi les conseillers en emploi, les agents d'intégration en emploi et les conseillers en orientation de 24 organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées, membres du Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH).
- 1 M\$ servira à augmenter le nombre de personnes handicapées accompagnées dans un parcours vers l'emploi.

Le 13 janvier 2021, le ministre a fait l'annonce de nouvelles initiatives pour soutenir les travailleurs autonomes en matière de santé psychologique dans le contexte de crise sanitaire. Ces initiatives sont dotées d'une enveloppe de 1,5 M\$.

Un montant de 15 M\$ sur deux ans est réservés pour soutenir financièrement les entreprises du secteur des TI afin de former leur main-d'œuvre, recruter à l'extérieur du Québec et améliorer leur planification de main-d'œuvre.

Un montant de 4 M\$ a été ajouté au PARAF afin d'accompagner davantage de personnes sans emploi vers des formations courtes.

Le 21 mars 2021 dans le cadre du lancement du Plan d'action pour le secteur de la construction, le ministre a annoncé des investissements de 32,4 M\$ sur deux ans afin de réduire la rareté de main-d'œuvre dans cette industrie. Le gouvernement entend notamment faciliter l'accès aux emplois de cette industrie et miser sur une meilleure intégration de la main-d'œuvre qui y est peu représentée.

SOURCE : Direction générale des politiques d'emploi et du marché du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 25 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-108

Titre :

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.).

Exposé et statistiques :

Veillez vous référer à la réponse de la question 8.

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation et des bibliothèques gouvernementales, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-109

Titre :

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

Exposé et statistiques :

Veillez vous référer à la réponse de la question 8.

SOURCE : DGRI
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION : DGRFC
DATE : 19 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-110

Titre :

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) Liste des contrats;
- b) Nom du fournisseur;
- c) Montant déboursé.

Exposé et statistiques :

Veillez vous référer à la réponse de la question 8.

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation et des bibliothèques gouvernementales, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-111

Titre :

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, une dépense de 23 139 \$ a été effectuée par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour le remboursement d'achats de matériel requis pour le télétravail.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-03-22

Informations complémentaires à la fiche RG-111
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-111 — ANNEXE 1 — Sommes dépensées par le MTESS en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Exercice financier
2020-2021

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021

Catégorie de dépenses	Montant remboursé
Accessoire cellulaire	3 010,30 \$
Bureau	1 612,51 \$
Caméra	8 222,83 \$
Cartouche d'encre pour imprimante	847,90 \$
Casque d'écoute	4 750,22 \$
Chaise	1 468,08 \$
Étui pour ordinateur portable	582,88 \$
Matériel informatique	2 262,55 \$
Papeterie	121,71 \$
Divers	260,36 \$
Total	23 139,34 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-113

Titre :

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Exposé et statistiques :

- a) Les sommes dépensées :

134 624,87 \$

- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière :

4 880,00 \$

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-114

Titre :

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

- a) Total des dépenses réalisées;
- b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
- c) Liste des fournisseurs retenus;
- d) Coûts d'installation;
- e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;
- f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.

Exposé et statistiques :

Liste des contrats octroyés

Fournisseur externe	Montant de la dépense	Type de matériel de protection	Mode de sollicitation
Manufacture Thomas Gosselin inc.	3 598,00 \$	Masques	Gré à gré
Wood Wyant Canada inc.	1 101,32 \$	Lingettes	Gré à gré
Total	4 699,32 \$		

Un contrat d'approvisionnement peut être conclu de gré à gré lorsqu'il est inférieur aux seuils d'appel d'offres déterminés par les accords de libéralisation.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation et des bibliothèques gouvernementales, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-115

Titre :

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

Exposé et statistiques :

Liste des contrats octroyés

Fournisseur	Montant de la dépense
4423569 Canada inc.	397,50 \$
4423569 Canada inc.	530,00 \$
Total	927,50 \$

Le Ministère ne possède aucun actif immobilier, mais a procédé à deux entretiens ménagers supplémentaires.

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation et des bibliothèques gouvernementales, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-117

Titre :

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Exposé et statistiques :

- Aucun coût n'a été engendré par la mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère.
- La liste des recommandations ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-120

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Exposé et statistiques :

Aucun contrat conclu entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021 n'a fait l'objet d'une autorisation en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1).

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

SOURCE : DGRFC-SGC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-122

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Les informations se retrouvent dans la réponse à la question 8.

SOURCE : DGRFC-SGC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-124

Titre :

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Exposé et statistiques :

Un comité sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a été formé au cours de l'exercice 2020-2021. À cet effet, vous référer à l'annexe ci-jointe.

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

COLLABORATION : BSM / SGPO / EMPLOI-QUÉBEC / SSGRI / Secteur du secrétariat du travail / Secteur des relations du travail / CGAP / SSSAP / SRE / SSC

DATE : 17 mars 2021

LISTE DES COMITÉS POUR L'ANNÉE 2020-2021

Comité / Source ¹	Mandat	Liste des personnes y siégeant	Honoraires donnés à ces personnes ²	Date de mise en place de ce comité ³	Frais de fonctionnement annuel au 31 mars 2021
Comité directeur du projet de transfert du registre des documents en relations du travail	Veiller au bon déroulement du projet relatif au transfert du registre des documents en relations du travail, du secteur du travail au secteur des registres de l'État (respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis).	<ul style="list-style-type: none"> - Jacynthe Dolbec (MTESS – SRE) - Yves Pépin (MTESS-SRE) - Brigitte Dumas (MTESS-SRE) - Antoine Houde (MTESS- ST) 	s.o.	18 janvier 2021	Aucun

¹ Source : Comités mandatés par le MTESS

² Il s'agit des honoraires professionnels autres que les salaires réguliers de ces personnes et les frais de déplacement

³ Indiquer en vertu de quoi s'il y a lieu. (Loi, décision du Conseil des ministres, etc.)

LISTE DES COMITÉS POUR L'ANNÉE 2019-2020

Comité / Source⁴	Mandat	Liste des personnes y siégeant	Honoraires donnés à ces personnes⁵	Date de mise en place de ce comité⁶	Frais de fonctionnement annuel au 31 mars 2021
Comité directeur du projet sur le registre des arrangements préalables de services funéraires et de sépulture	Veiller au bon déroulement du projet relatif à la mise en place du Registre des arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis).	<ul style="list-style-type: none"> – Jacynthe Dolbec (MTESS) – Dominique Paré (MTESS) – Sonia Grenier (MTESS) – Steeve Tremblay (MTESS) – Moulay Youssef Semlani (MTESS) – Marjorie Théberge (Office de la protection du consommateur ou OPC) 	s.o.	12 septembre 2019 Donne suite à une entente convenue entre l'Office de la protection du consommateur et le MTESS pour la réalisation des travaux afférents à la mise en place du Registre des arrangements préalables de services funéraires et de sépulture, tel que prévu au projet de loi 178, <i>Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la protection du consommateur</i> , sanctionné en juin 2018.	Aucun
Comité directeur du projet ORDRE	Veiller au bon déroulement du projet visant la mise en place d'un outil de recherche sur les données du registre des entreprises (ORDRE) aussi appelé Bureau de l'enquêteur (respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis).	<ul style="list-style-type: none"> – Jacynthe Dolbec (MTESS) – Brigitte Dumas (MTESS) – Yves Pepin (MTESS) – Yvon Caron (Revenu Québec) – Pascal Laclair (Commission de la construction du Québec) 	s.o.	4 avril 2019 Donner suite au Plan d'action pour assurer l'équité fiscale déposé à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances le 10 novembre 2017. Ce plan contient plusieurs mesures concernant le Registraire des entreprises, dont la mesure 10 qui vise à rendre plus accessibles les informations contenues au registre des entreprises du Québec.	Aucun

⁴ Source : Comités mandatés par le MTESS

⁵ Il s'agit des honoraires professionnels autres que les salaires réguliers de ces personnes et les frais de déplacement

⁶ Indiquer en vertu de quoi s'il y a lieu. (Loi, décision du Conseil des ministres, etc.)

Comité / Source ⁴	Mandat	Liste des personnes y siégeant	Honoraires donnés à ces personnes ⁵	Date de mise en place de ce comité ⁶	Frais de fonctionnement annuel au 31 mars 2021
Comité stratégique sur les travaux d'élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire	Établir les grandes orientations concernant les travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et faire le lien avec les autorités des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> - Nicolas Paradis (MAMH & SRM) - Ian Morissette (MCC) - Philippe Dubuisson (MEI) - Josée Lepage (ME) - Dominique Breton (MEES) - Jean-François Constant (MES) - Sylvain Bernier (MELCC) - France Dompierre (MFA) - Julie Gingras (MFQ) - Monia Prévost (MFFP) - Geneviève Lavoie (MIFI) - Julien-Maurice Laplante (MJQ) - Marjorie Théberge (OPC) - Daniel Jean (OPHQ) - Hélène Drainville (MRIF) - Chantal Maltais (MSSS et SA) - Catherine Ferembach (SCF) - Réjean Houle (MCE-SAJ) - Patrick Brunelle (MCE-SAA) - William Floch (MCE-SRQEA) - Véronyck Fontaine (MSP) - Ginette Tanguay (SHQ) - Nicolas Paradis (SRM) - Martin Simard (SAAQ) - Francis Gauthier (MTESS) - Roger Tremblay (MTESS) 	s.o.	Première rencontre du comité a eu lieu le 7 juin 2019 suivant l'annonce de M. Jean Boulet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du début des travaux en vue de l'élaboration du nouveau Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.	Aucun

Comité / Source ⁴	Mandat	Liste des personnes y siégeant	Honoraires donnés à ces personnes ⁵	Date de mise en place de ce comité ⁶	Frais de fonctionnement annuel au 31 mars 2021
Comité directeur du projet MRAS (Multi-Registry Access Service)	Veiller au bon déroulement du projet, informer et prendre des décisions concernant les enjeux du projet.	<ul style="list-style-type: none"> - Yves Pepin (MTESS) - Valérie Dran (MTESS) - Sylvie Plamondon (MTESS) - Richard Grenier (Revenu Québec) 	s.o.	<p>16 janvier 2020</p> <p>Le Registraire des entreprises participe avec ses partenaires membres de l'Association canadienne des administrateurs des lois sur les compagnies (ACALC) regroupant les administrateurs d'organisations publiques responsables de la publicité légale des entreprises, à des travaux visant la réduction du fardeau administratif lié à l'immatriculation des entreprises opérant dans plus d'une province canadienne. Ainsi est né le projet (MRAS/SAMR). Le gouvernement fédéral chapeaute le projet afin de développer le mécanisme central auquel les provinces participent.</p>	Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-127

Titre :

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2020-2021 et 2021-2022 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Exposé et statistiques :

Référer à la réponse de la question RG-15 m.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-128

Titre :

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus ;
- b) Heures de stages effectués ;
- c) Rémunération totale déboursée.

Exposé et statistiques :

- a) Nombre de stagiaires reçus :

Au 24 février 2021, on dénombre 35 personnes ayant œuvré comme stagiaires au Ministère au cours de la période 2020-2021.

- b) Heures de stages effectuées :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

- c) Rémunération totale déboursée :

Au 24 février 2021, la rémunération des stagiaires pour la période 2020-2021 s'élève à 106 576,56\$.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-05